



Trisura Group Ltd.

Rapport de gestion

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

RAPPORT DE GESTION

Notre rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de Trisura Group Ltd. pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021. Ce rapport devrait être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

À moins que le contexte ne laisse entendre autre chose, dans ce rapport de gestion, les références à la « Société » se rapportent à Trisura Group Ltd., et les références à « nous », « notre » ou « nos » se rapportent à la Société et ses filiales, ainsi qu'aux entités consolidées.

Les états financiers consolidés de la Société sont exprimés en dollars canadiens et préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board. Dans ce rapport de gestion, toute mention du symbole « \$ » renvoie au dollar canadien, sauf indication contraire ou si le contexte l'exige autrement.

Le présent rapport de gestion est daté du 10 février 2022. Des renseignements supplémentaires sont publiés sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

TABLE DES MATIÈRES

Rubrique 1 – Aperçu	3
• Nos activités	
Rubrique 2 – Faits saillants financiers	4
Rubrique 3 – Revue financière	6
• Analyse de l'état du résultat net	
• Analyse du bilan	
• Capital social	
• Situation de trésorerie	
• Capital	
Rubrique 4 – Revue des résultats	11
• Assurance biens et responsabilité civile spécialisée	
• Canada	
• États-Unis	
• Réassurance	
• Siège social	
Rubrique 5 – Revue du rendement des placements	24
• Aperçu	
• Aperçu du portefeuille de placements	
• Rendement des placements	
Rubrique 6 – Perspectives et stratégie	27
• Secteur d'activité	
• Perspectives et stratégie	
Rubrique 7 – Gestion des risques	29
• Gouvernance d'entreprise	
• Risques et incertitudes	
Rubrique 8 – Autres renseignements	43
• Notations	
• Sommaire des flux de trésorerie	
• Information sectorielle	
• Obligations contractuelles	
• Instruments financiers	
• Estimations comptables	
Rubrique 9 – Sommaire des résultats	47
• Résultats trimestriels clés	
• Résultats annuels clés	
Rubrique 10 – Questions relatives à la comptabilité et à la communication de l'information	48
• Contrôles et procédures de communication de l'information	
• Contrôle interne à l'égard de l'information financière	
• Mesures d'exploitation	
• Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières	
• Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	
• Glossaire des abréviations	

RUBRIQUE 1 – APERÇU

NOS ACTIVITÉS

Notre Société est un fournisseur international d'assurance spécialisée de premier plan qui exerce ses activités dans des créneaux du marché tels que le cautionnement, les solutions de risques, l'assurance d'entreprise, les solutions de façade et la réassurance. Nos filiales en exploitation comprennent une société canadienne d'assurance spécialisée, une société américaine d'assurance spécialisée et une société internationale de réassurance. Notre société canadienne d'assurance spécialisée a commencé à souscrire des affaires en 2006 et a obtenu de solides résultats en la matière au cours de ses 15 années d'exploitation, notamment grâce à une nouvelle plateforme de cautionnement américaine qui a été intégrée à notre équipe au Canada. Notre société américaine d'assurance spécialisée est présente en tant qu'entité de façade hybride dans les marchés où elle est un assureur non agréé depuis le début de 2018 et est titulaire d'un permis d'assureur excédentaire, en Oklahoma, ce qui lui permet de souscrire des affaires dans 50 États. Notre société américaine d'assurance spécialisée peut également souscrire des affaires à titre d'assureur agréé dans 48 États. Nous poursuivons le processus de demande de licences dans les autres États. Notre société de réassurance internationale exerce ses activités à la Barbade depuis plus de 19 ans, et elle gère son portefeuille de contrats de réassurance spécialisés en vigueur en cours de liquidation. Elle a également commencé à souscrire de nouvelles affaires afin de soutenir notre filiale américaine.

Notre Société compte sur une équipe de direction chevronnée et de solides partenariats avec les courtiers, les administrateurs de programmes et les réassureurs, et elle met l'accent sur la souscription spécialisée. Nous prévoyons faire croître nos activités en développant nos affaires aux États-Unis et en favorisant la croissance de nos activités canadiennes, tant de façon interne que par l'entremise d'acquisitions stratégiques. Nous estimons que notre Société peut tirer parti de conditions de marché favorables grâce à notre plateforme multigammes et multinationale.

RUBRIQUE 2 – FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'ENSEMBLE DE L'EXERCICE 2021

- ✓ Les PBS se sont établies à 484,7 M\$ au quatrième trimestre et à 1,6 G\$ pour l'ensemble de l'exercice, ce qui témoigne d'un élan prometteur et de l'efficacité accrue de la plateforme grâce à l'apport de la croissance au Canada et de l'expansion soutenue du secteur Solutions de façade aux États-Unis.
- ✓ Le bénéfice net pour l'ensemble de l'exercice s'est chiffré à 62,6 M\$, en hausse de 92,8 % par rapport à 2020, soutenu par la croissance enregistrée au Canada et aux États-Unis, ainsi que le solide rendement au chapitre de la souscription au Canada et l'efficacité accrue aux États-Unis.
- ✓ Le BPA s'est établi à 0,24 \$ pour le trimestre, en baisse de 7,7 % par rapport à l'exercice précédent, et à 1,49 \$ pour l'exercice, en hausse de 81,7 %. Le BPA ajusté¹ s'est établi à 0,31 \$ pour le trimestre et à 1,47 \$ pour l'ensemble de l'exercice, en hausse de 29,2 % et de 75,0 %, respectivement, par rapport à l'exercice précédent.
- ✓ Le RCP² s'est établi à 19,0 %, en hausse par rapport à 13,4 % au quatrième trimestre de 2020. Le RCP a dépassé notre cible d'environ 15 %, malgré l'investissement continu dans la croissance. L'un des facteurs importants à l'origine de cette hausse du RCP est le solide rendement au chapitre des souscriptions au Canada.
- ✓ La valeur comptable par action², qui s'est établie à 8,70 \$, a augmenté de 23,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2020, en raison du bénéfice élevé, ainsi que des profits latents au sein du portefeuille de placements au cours de la période.
- ✓ La rationalisation de notre plateforme de réassurance a été réalisée grâce à la négociation réussie d'une novation de notre contrat de réassurance de rentes d'assurance-vie au cours du trimestre, ce qui simplifiera les activités et réduira l'exposition à la variabilité des taux d'intérêt à long terme. La novation a entraîné la perte nette liée aux rentes d'assurance-vie de 2,6 M\$ pour le trimestre.
- ✓ Canada :
 - La croissance trimestrielle de 84,9 % des PBS reflète l'accroissement de la part de marché, l'expansion des relations de distribution, les nouveaux accords de façade et l'avantage conféré par les conditions de marché difficiles dans certains secteurs d'activité.
 - La croissance trimestrielle du bénéfice de souscription net² de 11,5 % par rapport au quatrième trimestre de 2020 est attribuable à la croissance dans tous les secteurs d'activité et a été atténuée par une hausse des volumes de sinistres dans le secteur Cautionnement.
 - Dans un contexte où les primes pour l'exercice ont doublé, le ratio combiné s'est amélioré pour s'établir à 81,1 % pour l'ensemble de l'exercice, comparativement à 85,5 % pour 2020.
 - Le bénéfice net s'est établi à 9,2 M\$ pour le trimestre, en hausse de 53,8 % par rapport au quatrième trimestre de 2020, ce qui a généré un RCP de 29,8 %.
- ✓ États-Unis :
 - Un jalon important a été franchi au chapitre des PBS, qui se sont établies à 293,3 M\$ pour le trimestre et à 1 G\$ pour l'exercice, ce qui témoigne de la croissance soutenue et de l'expansion continue de notre modèle de façade hybride.
 - Les honoraires de 11,9 M\$ pour le trimestre reflètent l'élan continu et la forte croissance par rapport au quatrième trimestre de 2020.
 - Les produits tirés des honoraires différés², précurseurs des honoraires gagnés, ont augmenté pour atteindre 26,0 M\$, soit une augmentation de 41,9 % par rapport au quatrième trimestre de 2020.

1. Il s'agit d'un ratio non conforme aux normes IFRS. Les ratios non conformes aux normes IFRS ne sont pas normalisés en vertu du référentiel d'information financière utilisé pour préparer les états financiers de la Société auxquels ils se rapportent et pourraient ne pas être comparables à des ratios semblables présentés par d'autres sociétés. Se reporter aux ratios non conformes aux normes IFRS de la rubrique 10, Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières, pour obtenir plus de détails sur leur composition, ainsi que sur chaque mesure financière non conforme aux normes IFRS utilisée dans la composition d'un ratio, et pour obtenir une explication sur la façon dont il fournit de l'information utile aux investisseurs.

2. Il s'agit d'une mesure financière supplémentaire. Se reporter à la rubrique 10, Mesures d'exploitation, pour obtenir sa composition.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

- Le bénéfice net s'est établi à 6,8 M\$ pour le trimestre, en hausse de 19,4 %, et a été soutenu par les honoraires, mais atténué par les sinistres au cours du trimestre et l'augmentation au titre de la réassurance. Le bénéfice net pour l'ensemble de l'exercice a augmenté de 65,8 % par rapport à 2020 pour s'établir à 27,2 M\$, ce qui constitue une augmentation significative.
 - Le RCP s'est établi à 14,0 %, en hausse par rapport à l'exercice précédent, malgré une augmentation importante du capital qui témoigne du potentiel prometteur de l'entreprise.
- ✓ A.M. Best a maintenu les notations A- pour nos activités au Canada et aux États-Unis, en plus d'introduire une notation de taille financière de groupe, qui a relevé notre catégorie de taille financière pour la faire passer à IX, ce qui devrait nous donner un avantage à mesure que nous continuons de saisir des occasions.

Mise à jour relativement à la COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'éclosion de COVID-19 constituait une pandémie mondiale. À ce jour, des restrictions ont été imposées en matière de conduite des affaires dans de nombreux territoires et en matière de circulation mondiale des personnes et de certains biens. Nous continuons de surveiller les développements liés à la COVID-19, y compris l'incidence actuelle et potentielle sur l'économie et sur les marchés des capitaux mondiaux. Bien que la COVID-19 ait eu une incidence minime sur nos activités à ce jour, compte tenu de la nature continue et dynamique des circonstances entourant la COVID-19 et de l'incertitude persistante quant à son ampleur, son issue et sa durée, les répercussions à long terme de la pandémie de COVID-19 sur notre Société, nos activités d'assurance ou nos résultats financiers, le cas échéant, sont difficiles à prévoir. L'ampleur de ces répercussions pourrait varier en fonction d'un certain nombre de scénarios que nous continuons de surveiller et de prendre en compte dans notre processus décisionnel. Se reporter à la rubrique 7, Gestion des risques.

RUBRIQUE 3 – REVUE FINANCIÈRE

ANALYSE DE L'ÉTAT DU RÉSULTAT NET

Tableau 3.1

	T4 2021	T4 2020	Variation (\$)	Variation (%)	2021	2020	Variation (\$)	Variation (%)
Primes brutes souscrites	484 740	314 200	170 540	54,3 %	1 563 206	926 442	636 764	68,7 %
Primes nettes souscrites	115 941	88 400	27 541	31,2 %	398 137	241 324	156 813	65,0 %
Primes nettes acquises	82 768	51 091	31 677	62,0 %	277 909	160 684	117 225	73,0 %
Honoraires	12 625	9 659	2 966	30,7 %	49 879	29 719	20 160	67,8 %
Revenu de placement net	7 430	5 922	1 508	25,5 %	7 605	27 779	(20 174)	(72,6) %
Profits nets	3 726	2 822	904	32,0 %	14 484	8 450	6 034	71,4 %
Total des produits	106 549	69 494	37 055	53,3 %	349 877	226 632	123 245	54,4 %
Sinistres nets et frais de règlement	(36 823)	(23 096)	(13 727)	59,4 %	(82 330)	(72 562)	(9 768)	13,5 %
Commissions nettes	(33 341)	(17 484)	(15 857)	90,7 %	(107 757)	(55 915)	(51 842)	92,7 %
Charges d'exploitation	(21 957)	(14 037)	(7 920)	56,4 %	(77 709)	(57 560)	(20 149)	35,0 %
Charge d'intérêts	(578)	(222)	(356)	160,4 %	(1 638)	(1 113)	(525)	47,2 %
Total des sinistres et des charges	(92 699)	(54 839)	(37 860)	69,0 %	(269 434)	(187 150)	(82 284)	44,0 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	13 850	14 655	(805)	(5,5) %	80 443	39 482	40 961	103,8 %
Charge d'impôt sur le résultat	(3 555)	(3 706)	151	(4,1) %	(17 884)	(7 040)	(10 844)	154,0 %
Bénéfice net	10 295	10 949	(654)	(6,0) %	62 559	32 442	30 117	92,8 %
Autres éléments (de perte globale) de bénéfice global	(2 173)	2 800	(4 973)	n.s.	4 897	96	4 801	n.s.
Bénéfice global	8 122	13 749	(5 627)	(40,9) %	67 456	32 538	34 918	107,3 %
Bénéfice par action ordinaire – dilué (en dollars)	0,24	0,26	(0,02)	(7,7) %	1,49	0,82	0,67	81,7 %
Bénéfice par action ordinaire ajusté – dilué (en dollars)	0,31	0,24	0,07	29,2 %	1,47	0,84	0,63	75,0 %
Valeur comptable par action (en dollars)	8,70	7,06	1,64	23,2 %	8,70	7,06	1,64	23,2 %
RCP	19,0 %	13,4 %	s.o.	5,6 p.p.	19,0 %	13,4 %	s.o.	5,6 p.p.
RCP ajusté¹	18,8 %	13,8 %	s.o.	5,0 p.p.	18,8 %	13,8 %	s.o.	5,0 p.p.

1. Il s'agit d'un ratio non conforme aux normes IFRS. Se reporter au tableau 10.4 de la rubrique 10, Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières, pour obtenir plus de détails sur sa composition, ainsi que sur chaque mesure financière non conforme aux normes IFRS utilisée dans la composition de ce ratio, et pour obtenir une explication sur la façon dont il fournit de l'information utile aux investisseurs.

Produits tirés des primes et honoraires

La progression des primes s'est poursuivie au cours du trimestre et de l'ensemble de l'exercice, propulsée par l'expansion continue du secteur Solutions de façade aux États-Unis et par la croissance importante au Canada, qui a été alimentée par le secteur Solutions de risques et soutenue par les secteurs Cautionnement et Assurance d'entreprise. La croissance des PNS pour le trimestre et l'ensemble de l'exercice a également été importante, reflétant la croissance des activités au Canada et aux États-Unis.

La croissance des PNA pour le trimestre et l'ensemble de l'exercice a été considérable, grâce à la croissance des activités au Canada et aux États-Unis. L'augmentation des honoraires au cours du trimestre et de l'ensemble de l'exercice est principalement attribuable aux honoraires liés aux solutions de façade aux États-Unis.

Revenu de placement net et profits nets

Se reporter à la rubrique 5, Revue du rendement des placements.

Sinistres nets et frais de règlement

Au cours du trimestre, les sinistres nets ont augmenté en raison de la croissance des activités, ainsi que de l'incidence de la hausse du ratio sinistres-primes¹ des activités aux États-Unis. La croissance des sinistres nets pour l'ensemble de l'exercice est attribuable à la croissance des activités, malgré la baisse du ratio sinistres-primes au Canada. Nous avons également enregistré une baisse de la charge au titre des sinistres au sein des activités de réassurance pour l'ensemble de l'exercice, en raison de l'actualisation de nos provisions au titre des rentes d'assurance-vie. Fait important, la variation des provisions au titre des rentes d'assurance-vie a été en grande partie contrebalancée par le revenu de placement (se reporter à la rubrique 5, Revue du rendement des placements).

Commissions nettes

La croissance de la charge nette liée aux commissions au cours du trimestre et de l'ensemble de l'exercice découle de la croissance des activités, puisque nous distribuons nos produits principalement par l'intermédiaire d'agents qui reçoivent des commissions au Canada et aux États-Unis. La croissance de la charge nette liée aux commissions a été supérieure à la croissance des PNA, principalement en raison de la baisse des commissions de réassurance au Canada par suite de la modification de la structure de réassurance.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation pour le trimestre et l'ensemble de l'exercice ont été supérieures à celles de 2020, principalement en raison des coûts d'exploitation liés à la croissance des activités. L'augmentation des charges d'exploitation est en partie attribuable à la rémunération fondée sur des actions, l'augmentation du cours de nos actions ayant donné lieu à une augmentation de la valeur de certaines options en circulation. Les charges d'exploitation, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions², ont augmenté de 50,6 % au cours du trimestre et de 34,7 % pour l'ensemble de l'exercice, ce qui reflète principalement la croissance des activités au Canada et aux États-Unis. La variation de la rémunération fondée sur des actions a été atténuée au moyen d'un programme de couverture, dont la variation est présentée dans les profits nets. L'incidence des charges du siège social, déduction faite des couvertures, est présentée à la rubrique 4, Revue des résultats – Siège social.

1. Il s'agit d'une mesure financière supplémentaire. Se reporter à la rubrique 10, Mesures d'exploitation, pour obtenir sa composition.

2. Les charges d'exploitation, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, sont une mesure financière non conforme aux normes IFRS. Les mesures non conformes aux normes IFRS ne sont pas normalisées en vertu du référentiel d'information financière utilisé pour préparer les états financiers de la Société auxquels elles se rapportent et pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Se reporter à la rubrique 10, Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières, pour obtenir plus de détails et une explication sur la façon dont cette mesure fournit de l'information utile aux investisseurs.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt pour le quatrième trimestre de 2021 a été inférieure à celle du quatrième trimestre de 2020 en raison de la baisse du bénéfice net avant impôt au cours du trimestre. La charge d'impôt pour l'ensemble de l'exercice 2021 a été supérieure à celle de 2020, ce qui reflète la croissance du bénéfice net. Pour l'ensemble de l'exercice, la charge d'impôt comprend une économie d'environ 0,9 M\$ liée aux déclarations de revenus de 2020. En 2020, nous avons comptabilisé un actif d'impôt différé lié à des pertes fiscales non comptabilisées antérieurement, ce qui a donné lieu à une économie d'impôt non récurrente. Se reporter à la note 20 des états financiers consolidés pour plus d'information à ce sujet.

Bénéfice net

Malgré une croissance importante, le bénéfice net pour le trimestre est demeuré comparable à celui du quatrième trimestre de 2020, en raison des pertes liées à la novation de nos contrats de réassurance de rentes, ainsi que des résultats enregistrés au chapitre des sinistres au sein du secteur Cautionnement pour le trimestre. Le bénéfice net pour l'ensemble de l'exercice a été beaucoup plus élevé qu'à l'exercice précédent en raison de la croissance importante, de l'amélioration des résultats de souscription pour l'ensemble de l'exercice, du levier opérationnel accru par l'expansion de notre plateforme américaine et de l'amélioration de la couverture des coûts liés à la rémunération fondée sur des actions.

Autres éléments (de perte globale) de bénéfice global

Se reporter à la rubrique 5, Revue du rendement des placements.

BPA, BPA ajusté, valeur comptable par action, RCP et RCP ajusté

Le BPA trimestriel s'est établi à 0,24 \$ au quatrième trimestre de 2021, un montant comparable à celui du quatrième trimestre de 2020. Ce résultat reflète les coûts liés à la novation de nos contrats de réassurance de rentes et les résultats enregistrés au chapitre des sinistres dans le secteur Cautionnement au cours du trimestre, facteurs contrebalancés par l'augmentation de la rentabilité liée aux solutions de façade aux États-Unis et par la croissance au Canada. Le BPA pour l'ensemble de l'exercice s'est considérablement amélioré par rapport à 2020, en raison de la croissance des activités, des résultats meilleurs au chapitre de la souscription au Canada et de l'expansion des activités aux États-Unis.

Le BPA ajusté a pour but de refléter le BPA, ajusté pour tenir compte de certains éléments afin de normaliser le bénéfice des activités principales dans le but de mieux rendre compte de nos activités spécialisées en Amérique du Nord. Un rapprochement détaillé entre le BPA et le BPA ajusté est présenté à la rubrique 10, sous Ratios non conformes aux normes IFRS. Le BPA ajusté a augmenté de 29,2 % au quatrième trimestre de 2021, principalement en raison de la croissance du bénéfice lié aux activités d'assurance biens et responsabilité civile spécialisée au Canada et aux États-Unis. Le BPA ajusté a augmenté de 75,0 % pour l'ensemble de l'exercice en raison de la croissance des activités.

La valeur comptable par action a augmenté de 23,2 % par rapport à l'exercice précédent en raison de la croissance du bénéfice net, ainsi que de l'augmentation des profits latents.

Le RCP et le RCP ajusté ont augmenté en raison de la croissance des activités, ainsi que de l'amélioration de la rentabilité découlant de l'efficacité accrue.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

ANALYSE DU BILAN

Tableau 3.2

	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020	Variation (\$)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	341 319	136 519	204 800
Placements	641 140	503 684	137 456
Primes et débiteurs et autres actifs	311 629	178 883	132 746
Montants recouvrables auprès des réassureurs	1 375 354	676 972	698 382
Coûts d'acquisition différés	304 580	188 190	116 390
Immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles	17 109	13 907	3 202
Actifs d'impôt différé	9 223	8 577	646
Total de l'actif	3 000 354	1 706 732	1 293 622
Créditeurs, charges à payer et autres passifs	216 633	57 343	159 290
Primes liées à la réassurance à payer	335 673	151 707	183 966
Primes non acquises	965 245	592 711	372 534
Commissions de réassurance non acquises	152 003	100 281	51 722
Sinistres impayés et frais de règlement	897 011	487 271	409 740
Encours de la dette	75 000	27 555	47 445
Total du passif	2 641 565	1 416 868	1 224 697
Capitaux propres	358 789	289 864	68 925
Total du passif et des capitaux propres	3 000 354	1 706 732	1 293 622

Au 31 décembre 2021, le total de l'actif avait augmenté de 1,3 G\$ par rapport au 31 décembre 2020, en raison de la croissance pour l'ensemble de nos activités d'assurance biens et responsabilité civile spécialisée. La croissance des activités aux États-Unis ainsi que la croissance relative à certains programmes de façade au Canada se sont traduites par des hausses dans un certain nombre de catégories, particulièrement les montants recouvrables auprès des réassureurs, qui ont augmenté de pair avec les primes et les primes cédées. Par leur nature, les solutions de façade génèrent d'importants montants recouvrables auprès des réassureurs, qui augmentent de pair avec les primes non acquises et les sinistres impayés et les frais de règlement. Ces montants recouvrables font l'objet d'un suivi conformément aux politiques de gestion du risque lié à la réassurance de la Société, et ils sont généralement dus par des réassureurs ayant obtenu une notation de A- ou une notation supérieure de la part de A.M. Best ou ayant autrement donné un montant convenu en garantie. La trésorerie et les placements ont également augmenté à mesure que la trésorerie additionnelle découlant de l'émission de titres d'emprunt au deuxième trimestre de 2021 et des activités d'exploitation a été réinvestie dans le portefeuille de placements.

Au 31 décembre 2021, le total du passif avait augmenté de 1,2 G\$ par rapport au 31 décembre 2020, en raison de la croissance pour l'ensemble de nos activités d'assurance biens et responsabilité civile spécialisée. Les principaux facteurs qui expliquent la hausse du passif sont les primes non acquises et les sinistres impayés et frais de règlement, principalement en raison de la croissance des activités aux États-Unis, mais également en raison de la croissance des activités au Canada. Ces hausses ont été partiellement compensées par l'augmentation des montants recouvrables auprès des réassureurs. Les primes liées à la réassurance à payer ont également augmenté de façon importante, ce qui reflète la croissance d'un certain nombre de programmes de façade au Canada et aux États-Unis. L'encours de la dette a augmenté en raison de l'émission de titres d'emprunt en 2021.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

CAPITAL SOCIAL

Notre capital autorisé comprend : i) un nombre illimité d'actions ordinaires, ii) un nombre illimité d'actions sans droit de vote et iii) un nombre illimité d'actions privilégiées (pouvant être émises en série).

Au deuxième trimestre de 2020, la Société a procédé à une mobilisation de capitaux propres de 65,1 M\$ afin de soutenir la croissance aux États-Unis. La Société a ainsi émis 5 797 000 actions additionnelles.

Au 31 décembre 2021, 41 165 198 actions ordinaires étaient émises et en circulation.

SITUATION DE TRÉSORERIE

La Société dispose de sources de liquidités à court et à long terme. Les sources de liquidités immédiatement accessibles comprennent les suivantes : i) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie; ii) notre portefeuille de placements très liquides assortis de notations élevées; iii) des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, notamment l'encaissement de primes nettes, des honoraires et un revenu de placement; iv) des facilités d'emprunt bancaire, dont notre facilité de crédit renouvelable (se reporter à la note 16.1 des états financiers consolidés). Ces fonds servent principalement au paiement des sinistres et des charges d'exploitation, au remboursement de l'encours de la dette de la Société et aux achats de placements afin de soutenir les provisions pour sinistres et les exigences en matière de capital.

CAPITAL

Le ratio du TCM¹ de la principale filiale en exploitation canadienne de Trisura était de 229 % au 31 décembre 2021 (249 % au 31 décembre 2020), un niveau qui dépasse largement le ratio de 150 % prescrit par le BSIF, ainsi que la cible interne² de la Société.

Le montant du capital et de l'excédent³ de 212,7 M\$ de Trisura États-Unis au 31 décembre 2021 (156,0 M\$ au 31 décembre 2020) dépassait les divers seuils d'intervention de la Société des États où elle était titulaire d'une licence.

Pour ce qui est de Trisura International, le montant du capital³ de 11,6 M\$ au 31 décembre 2021 (13,1 M\$ au 31 décembre 2020) était suffisant pour satisfaire à l'exigence de capital réglementaire de la Financial Services Commission.

Le ratio d'endettement⁴ de la Société, qui se chiffrait à 17,3 % au 31 décembre 2021 (8,7 % au 31 décembre 2020), était inférieur à notre ratio d'endettement cible à long terme de 20,0 %.

La Société dispose de capitaux importants et nous prévoyons qu'ils seront suffisants pour nous permettre de satisfaire aux exigences réglementaires en matière de capital, de financer nos activités et d'appuyer nos plans d'affaires actuels.

1. Cette mesure est calculée conformément à la Ligne directrice A, Test du capital minimal, du Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF ») du Canada.

2. Cette cible est conforme à la Ligne directrice A-4, Capital réglementaire et cibles internes de capital, du BSIF.

3. Équivalent aux capitaux propres par secteur (se reporter à la note 24 des états financiers consolidés).

4. Il s'agit d'une mesure financière supplémentaire. Se reporter à la rubrique 10, Mesures d'exploitation, pour obtenir sa composition.

RUBRIQUE 4 – REVUE DES RÉSULTATS

ASSURANCE BIENS ET RESPONSABILITÉ CIVILE SPÉCIALISÉE

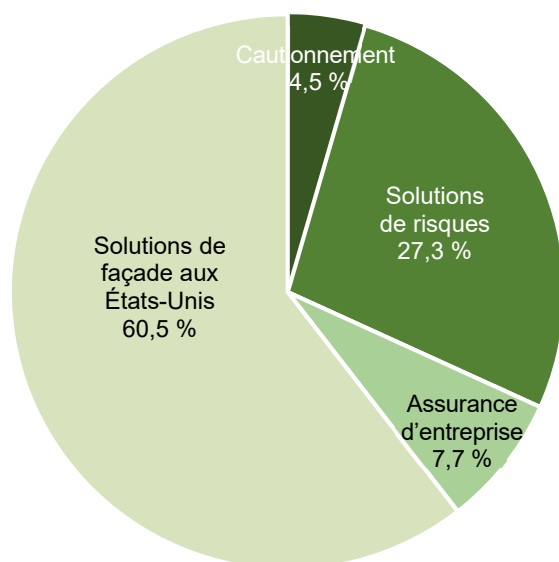
Nos activités d'assurance biens et responsabilité civile spécialisée regroupent les secteurs Cautionnement, Solutions de risques et Assurance d'entreprise, que nous offrons principalement au Canada et qui sont désignées par le nom « Trisura Canada », et une vaste gamme d'assurance agréée et excédentaire, que nous offrons aux États-Unis par l'entremise d'un modèle de façade appelé « Trisura États-Unis » ou « Solutions de façade aux États-Unis ».

Le tableau et les graphiques ci-dessous présentent les PBS et les PNS tirées de nos activités d'assurance biens et responsabilité civile spécialisée par secteur pour les quatrième trimestres et les exercices complets de 2021 et de 2020, respectivement. Bien que le secteur Solutions de façade aux États-Unis représente la majeure partie de nos PBS, la croissance des primes a été importante au Canada, grâce à l'élan considérable des secteurs Solutions de risques et Assurance d'entreprise, ainsi qu'au solide rendement du secteur Cautionnement.

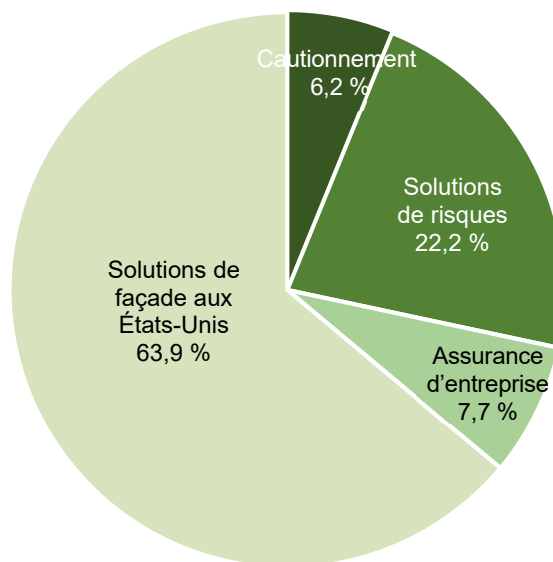
Tableau 4.1

PBS	T4 2021	T4 2020	Croissance par rapport à l'exercice précédent (%)	2021	2020	Croissance par rapport à l'exercice précédent (%)
Cautionnement	21 915	18 572	18,0 %	96 302	71 575	34,5 %
Solutions de risques	132 341	59 432	122,7 %	346 732	137 717	151,8 %
Assurance d'entreprise	37 154	25 519	45,6 %	120 972	69 843	73,2 %
Solutions de façade aux États-Unis	293 310	210 654	39,2 %	999 100	647 183	54,4 %
Total des PBS	484 720	314 177	54,3 %	1 563 106	926 318	68,7 %

**Primes brutes souscrites
T4 2021**



**Primes brutes souscrites
2021**



TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

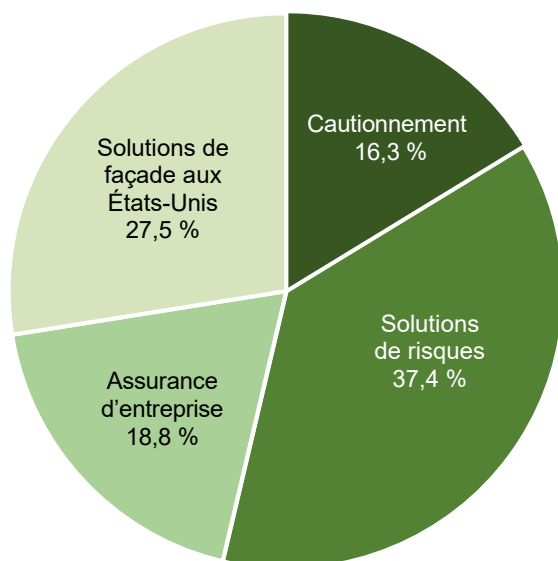
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

Nos activités aux États-Unis ont continué de céder des primes à nos activités de réassurance au cours du trimestre, ce qui a donné lieu à la génération de primes pour nos activités de réassurance. Dans certains tableaux, y compris le tableau 4.2 qui suit, les primes cédées au secteur de la réassurance sont regroupées avec le secteur Solutions de façade aux États-Unis, comme il est indiqué.

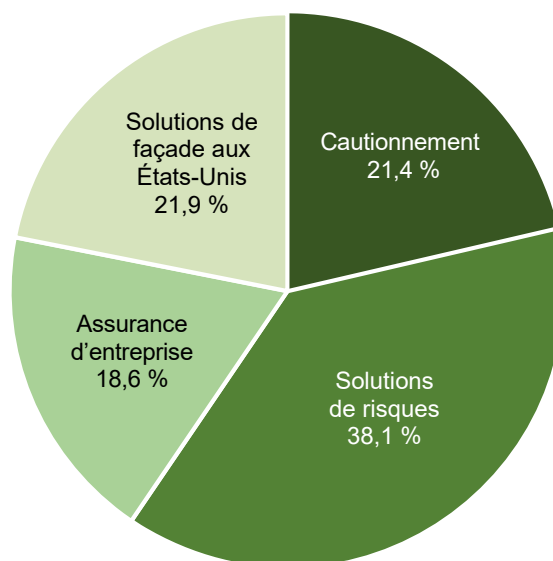
Tableau 4.2

PNS	T4 2021	T4 2020	Croissance par rapport à l'exercice précédent (%)	2021	2020	Croissance par rapport à l'exercice précédent (%)
Cautionnement	18 888	12 447	51,7 %	85 075	44 723	90,2 %
Solutions de risques	43 338	40 329	7,5 %	151 807	103 622	46,5 %
Assurance d'entreprise	21 805	17 996	21,2 %	74 068	48 941	51,3 %
Solutions de façade aux États-Unis	31 910	17 628	81,0 %	87 187	44 038	98,0 %
Total des PNS	115 941	88 400	31,2 %	398 137	241 324	65,0 %

**Primes nettes souscrites
T4 2021**



**Primes nettes souscrites
2021**



TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

CANADA

Le tableau suivant présente les faits saillants financiers de nos activités canadiennes.

Tableau 4.3

	T4 2021	T4 2020	Variation (\$)	Variation (%)	2021	2020	Variation (\$)	Variation (%)
Primes brutes souscrites	191 410	103 523	87 887	84,9 %	564 006	279 135	284 871	102,1 %
Primes nettes souscrites	84 031	70 772	13 259	18,7 %	310 950	197 286	113 664	57,6 %
Primes nettes acquises	65 914	41 177	24 737	60,1 %	223 138	133 535	89 603	67,1 %
Honoraires	685	1 046	(361)	(34,5) %	6 844	5 027	1 817	36,1 %
Revenu de souscription net ¹	66 599	42 223	24 376	57,7 %	229 982	138 562	91 420	66,0 %
Bénéfice de souscription net	5 814	5 215	599	11,5 %	42 110	19 433	22 677	116,7 %
Revenu de placement net	2 477	1 863	614	33,0 %	8 722	7 842	880	11,2 %
Bénéfice net	9 174	5 965	3 209	53,8 %	41 072	19 865	21 207	106,8 %
Ratio sinistres-primes : année de survenance courante ¹	27,6 %	25,2 %		2,4 p.p.	26,9 %	27,6 %		(0,7) p.p.
Ratio sinistres-primes : événements des années antérieures ¹	(1,4) %	4,8 %		(6,2) p.p.	(5,7) %	(2,3) %		(3,4) p.p.
Ratio sinistres-primes	26,2 %	30,0 %		(3,8) p.p.	21,2 %	25,3 %		(4,1) p.p.
Pourcentage des frais généraux ¹	65,0 %	57,3 %		7,7 p.p.	59,9 %	60,2 %		(0,3) p.p.
Ratio combiné ¹	91,2 %	87,3 %		3,9 p.p.	81,1 %	85,5 %		(4,4) p.p.
RCP	29,8 %	19,9 %		9,9 p.p.	29,8 %	19,9 %		9,9 p.p.

1. Il s'agit de mesures financières supplémentaires. Se reporter à la rubrique 10, Mesures d'exploitation, pour connaître leur composition respective.

La solide croissance des PBS au cours du trimestre et de l'exercice complet s'est poursuivie dans tous les secteurs d'activité, principalement Solutions de risques et Assurance d'entreprise. Le secteur Solutions de risques a maintenu l'élan résultant de l'expansion des activités de façade au cours du trimestre et de l'exercice complet. Les activités de façade et les activités liées aux garanties ont contribué à la croissance de ce secteur. Le secteur Assurance d'entreprise a tiré parti du durcissement du marché de l'assurance grâce à l'amélioration des prix, et à la croissance des programmes et à l'expansion des partenariats de distribution. La croissance du secteur Cautionnement reflète l'accroissement continu de notre part de marché ainsi que l'expansion des produits, y compris les primes de notre nouveau secteur Cautionnement aux États-Unis.

Pour le trimestre et l'exercice complet, la croissance importante des PNS et des PNA est attribuable aux facteurs susmentionnés ainsi qu'à un changement apporté au programme de réassurance des cautionnements de la Société. En 2021, la Société a modifié son programme de réassurance des cautionnements afin que sa structure soit principalement fondée sur un excédent des sinistres, plutôt que sur une quote-part. Cette modification a donné lieu à une réduction des primes cédées et à une augmentation de la rétention nette des affaires de cautionnement de la Société. L'évolution de notre programme de réassurance reflète la capacité de la Société à conserver un plus grand risque dans des secteurs d'activité attrayants, compte tenu de l'augmentation de notre capital.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

La hausse des honoraires en 2021 reflète l'ajout de produits de garantie résidentielle, ainsi que la croissance des comptes dans les gammes existantes en matière de cautionnement, tandis que la baisse des honoraires au quatrième trimestre 2021 reflète les résultats particulièrement solides au quatrième trimestre de 2020 au chapitre des honoraires liés au cautionnement de contrats.

Pour le quatrième trimestre et l'exercice complet de 2021, le ratio sinistres-primas a été inférieur à celui du quatrième trimestre et de l'exercice complet de 2020, en raison de la baisse des ratios sinistres-primas dans les secteurs Assurances d'entreprise et Solutions de risques. L'augmentation du pourcentage des frais généraux au quatrième trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020 découle de la modification de notre structure de réassurance des cautionnements, qui a entraîné la diminution de la commission de réassurance en 2021, ainsi que de l'incidence d'une commission sur le bénéfice réalisé liée au programme de réassurance des cautionnements reçue au quatrième trimestre de 2020. Le pourcentage des frais généraux a diminué pour l'exercice complet de 2021 par rapport à 2020, en raison de l'amélioration du levier opérationnel à mesure que la plateforme continue de croître. Ce facteur a été contrebalancé par la hausse des commissions nettes découlant de la modification de la structure de réassurance dans le secteur Cautionnement. Le ratio combiné pour l'exercice complet de 2021 a été inférieur à celui de l'exercice complet de 2020, tandis que le ratio combiné du quatrième trimestre de 2021 a été supérieur à celui du quatrième trimestre de 2020, en raison des facteurs susmentionnés.

Malgré la hausse du ratio combiné, le bénéfice de souscription net pour le trimestre a augmenté de 11,5 % en raison de la croissance des activités. Pour l'exercice complet, le bénéfice de souscription net a augmenté considérablement, soit de 116,7 %, en raison de la croissance dans tous les secteurs d'activité et de la baisse du ratio combiné.

Se reporter à la rubrique 5, Revue du rendement des placements pour une analyse du revenu de placement net.

Le bénéfice net a augmenté au cours du trimestre et de l'exercice complet en raison de la croissance du bénéfice de souscription net et du revenu de placement net. La forte croissance des primes générées, conjuguée à une souscription rigoureuse, a démontré l'avantage que nous confèrent nos activités d'assurance spécialisée et la capacité de notre plateforme à offrir un rendement malgré la volatilité des marchés. Pour le quatrième trimestre et l'exercice complet de 2021, le bénéfice net comprend une économie d'impôt d'environ 2,4 M\$ au titre des pertes fiscales, lesquelles ont été transférées de Trisura Group à Trisura Canada. Le transfert n'a eu aucune incidence sur une base consolidée.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

Cautionnement

Les principaux produits offerts par notre secteur Cautionnement sont les suivants :

- ✓ Cautionnements de contrat, pour l'exécution et pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, principalement dans le secteur de la construction.
- ✓ Cautionnements commerciaux, comme les permis et les licences, les taxes d'accise et les cautionnements de fiduciaires, qui sont émis au nom d'entreprises commerciales et de professionnels à l'intention de gouvernements, d'organismes de réglementation ou de tribunaux pour assurer la conformité avec les obligations juridiques et fiduciaires.
- ✓ Cautionnements pour promoteurs immobiliers, principalement pour garantir les dépôts prescrits par les lois en matière d'aménagement immobilier et les obligations de garantie sur des projets résidentiels.
- ✓ Nouvelle assurance de garantie résidentielle.

Tableau 4.4

	T4 2021	T4 2020	Variation (\$)	Variation (%)	2021	2020	Variation (\$)	Variation (%)
Primes brutes souscrites	21 915	18 572	3 343	18,0 %	96 302	71 575	24 727	34,5 %
Primes nettes souscrites	18 888	12 447	6 441	51,7 %	85 075	44 723	40 352	90,2 %
Primes nettes acquises	18 237	10 232	8 005	78,2 %	67 969	40 103	27 866	69,5 %
Honoraires	632	1 046	(414)	(39,6) %	6 670	5 027	1 643	32,7 %
Revenu de souscription net	18 869	11 278	7 591	67,3 %	74 639	45 130	29 509	65,4 %
Bénéfice de souscription net	442	4 914	(4 472)	(91,0) %	19 592	14 789	4 803	32,5 %
Ratio sinistres-primes : année de survenance courante	35,3 %	8,5 %		26,8 p.p.	23,9 %	14,6 %		9,3 p.p.
Ratio sinistres-primes : événements des années antérieures	(3,9) %	3,4 %		(7,3) p.p.	(7,8) %	(4,2) %		(3,6) p.p.
Ratio sinistres-primes	31,4 %	11,9 %		19,5 p.p.	16,1 %	10,4 %		5,7 p.p.

Dans le secteur Cautionnement, les PBS ont augmenté de façon importante pour le trimestre et l'exercice complet. La croissance pour le trimestre a été favorisée par les cautionnements de contrat, les cautionnements commerciaux et les cautionnements pour promoteurs immobiliers. La croissance des PBS pour l'exercice complet est attribuable aux mêmes facteurs, ainsi qu'à l'ajout de produits de garantie résidentielle dans l'ouest du Canada et à nos nouvelles activités de cautionnement aux États-Unis.

La croissance des PBS et des PNA a été solide pour le quatrième trimestre et l'exercice complet de 2021 en raison de la croissance des PBS et du changement apporté à la structure de réassurance de notre secteur Cautionnement, qui est passée d'une structure principalement fondée sur la quote-part à une structure fondée sur l'excédent des sinistres.

Pour le quatrième trimestre et l'exercice complet de 2021, le ratio sinistres-primes a été supérieur à celui de 2020 en raison de la hausse des sinistres dans l'année de survenance courante pour le secteur des cautionnements de contrat au cours du trimestre. Le bénéfice de souscription net pour le trimestre a diminué par rapport au quatrième trimestre de 2020, en partie en raison de l'augmentation des sinistres sur une base comparative. Le bénéfice de souscription net plus élevé au quatrième trimestre de 2020 s'explique aussi par les charges moindres en raison d'un paiement de commissions sur le bénéfice réalisé des réassureurs. Le bénéfice de souscription net pour l'exercice complet a augmenté par rapport à l'exercice complet de 2020, en raison de la croissance des activités.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

Solutions de risques

Les solutions de risques comprennent des contrats d'assurance spécialisée qui sont structurés de manière à respecter les exigences précises des administrateurs de programmes, des agents généraux de gestion, des sociétés d'assurance captives, des groupes d'affinité et des réassureurs. Notre secteur Solutions de risques comprend principalement des programmes de garantie dans les secteurs de l'automobile et des biens de consommation, ainsi que des solutions de façade destinées aux réassureurs par l'entremise de courtiers titulaires d'une licence et d'agents généraux de gestion en ce qui a trait à divers risques d'assurance. Le secteur Solutions de risques vend également des produits de garantie qui servent de produits complémentaires à nos polices d'assurance.

Tableau 4.5

	T4 2021	T4 2020	Variation (\$)	Variation (%)	2021	2020	Variation (\$)	Variation (%)
Primes brutes souscrites	132 341	59 432	72 909	122,7 %	346 732	137 717	209 015	151,8 %
Primes nettes souscrites	43 338	40 329	3 009	7,5 %	151 807	103 622	48 185	46,5 %
Primes nettes acquises	29 163	18 120	11 043	60,9 %	92 238	51 696	40 542	78,4 %
Revenu de souscription net	29 226	18 120	11 106	61,3 %	92 412	51 696	40 716	78,8 %
Bénéfice de souscription net	1 402	572	830	145,1 %	11 144	4 788	6 356	132,7 %
Ratio sinistres-primes : année de survenance courante	25,9 %	22,0 %		3,9 p.p.	20,4 %	23,8 %		(3,4) p.p.
Ratio sinistres-primes : événements des années antérieures	(2,7) %	4,9 %		(7,6) p.p.	(1,5) %	(1,2) %		(0,3) p.p.
Ratio sinistres-primes	23,2 %	26,9 %		(3,7) p.p.	18,9 %	22,6 %		(3,7) p.p.

Les PBS et les PNS du secteur Solutions de risques pour le trimestre et l'exercice complet ont augmenté par rapport aux périodes correspondantes de 2020, en raison des nouveaux programmes ainsi que de la croissance importante découlant des contrats de façade. Les nouvelles primes liées aux solutions de façade au Canada ont fourni un apport de 96,3 M\$ pour le trimestre (quatrième trimestre de 2020 – 18,4 M\$) et de 198,2 M\$ pour l'exercice complet (2020 – 18,6 M\$). En ce qui a trait aux solutions de façade au Canada, nous visons généralement des honoraires de façade de l'ordre de 4 % à 8 % des PBS, selon la nature de l'accord. Il est à noter que, pour de nombreux programmes de garantie, les PBS ont subi en 2020 l'incidence des interruptions de l'économie liées à la pandémie et que, par conséquent, les comparaisons d'un exercice à l'autre montrent une forte croissance.

La croissance des PNA pour le trimestre et l'exercice complet de 2021 est attribuable à l'arrivée à maturité du portefeuille, ce qui a donné lieu à une hausse des primes acquises dans le cadre des programmes souscrits au cours d'exercices antérieurs, ainsi qu'à l'avantage procuré par les nouveaux programmes.

Pour le quatrième trimestre et l'exercice complet de 2021, le ratio sinistres-primes a été inférieur à celui du quatrième trimestre et de l'exercice complet de 2020 en raison de l'amélioration du rendement de certains programmes de garantie, ainsi que des variations de la composition des affaires.

Pour le trimestre et l'exercice complet, le bénéfice de souscription net a augmenté par rapport à 2020, principalement en raison de l'apport croissant des programmes arrivés à maturité qui affichent de bons résultats et de l'augmentation importante du bénéfice de souscription net provenant des programmes de façade.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

Assurance d'entreprise

Les principaux produits offerts par notre secteur Assurance d'entreprise sont l'assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants destinée aux sociétés publiques, aux sociétés privées et aux organismes sans but lucratif, l'assurance responsabilité civile professionnelle destinée aux entreprises et aux professionnels, l'assurance en matière de risques liés à la technologie et de cyberrisques pour les entreprises et la police tous risques commerciale également destinée aux entreprises et aux professionnels, ainsi que l'assurance contre les détournements, la disparition et la destruction destinée aux entreprises commerciales et aux institutions financières.

Tableau 4.6

	T4 2021	T4 2020	Variation (\$)	Variation (%)	2021	2020	Variation (\$)	Variation (%)
Primes brutes souscrites	37 154	25 519	11 635	45,6 %	120 972	69 843	51 129	73,2 %
Primes nettes souscrites	21 805	17 996	3 809	21,2 %	74 068	48 941	25 127	51,3 %
Primes nettes acquises	18 514	12 825	5 689	44,4 %	62 930	41 736	21 194	50,8 %
Revenu de souscription net	18 514	12 825	5 689	44,4 %	62 930	41 736	21 194	50,8 %
Bénéfice (perte) de souscription net	3 970	(271)	4 241	n.s.	11 373	(144)	11 517	n.s.
Ratio sinistres-primes : année de survenance courante	34,8 %	43,1 %		(8,3) p.p.	39,7 %	44,6 %		(4,9) p.p.
Ratio sinistres-primes : événements des années antérieures	(9,2) %	5,7 %		(14,9) p.p.	(9,6) %	(1,7) %		(7,9) p.p.
Ratio sinistres-primes	25,6 %	48,8 %		(23,2) p.p.	30,1 %	42,9 %		(12,8) p.p.

Les PBS, les PNS et les PNA ont continué d'afficher une forte croissance pour le quatrième trimestre et l'exercice complet. L'augmentation est attribuable à la croissance continue des nouvelles affaires, au taux de rétention des polices stable, à la hausse continue des taux et à la consolidation des relations avec nos partenaires de distribution.

Au quatrième trimestre de 2021, le ratio sinistres-primes a diminué par rapport au quatrième trimestre de 2020, en raison d'un ratio sinistres-primes de l'année de survenance courante moins élevé, conjugué à des résultats favorables au chapitre des événements des années antérieures. Nous continuons de constituer des provisions relatives à l'année de survenance courante à un taux plus élevé que celui des années antérieures afin de refléter l'incertitude liée à la conjoncture économique actuelle. Si le climat économique devient plus certain, nos pratiques en matière de constitution de provisions pourraient revenir aux niveaux précédents. Pour l'exercice complet de 2021, le ratio sinistres-primes a été inférieur à celui de l'exercice précédent en raison de l'amélioration du ratio sinistres-primes de l'année de survenance courante et de la diminution favorable du ratio sinistres-primes lié à des événements des années antérieures.

Pour le quatrième trimestre et l'exercice complet, le bénéfice (la perte) de souscription net a augmenté en raison de la forte croissance des activités et de l'amélioration du ratio sinistres-primes.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

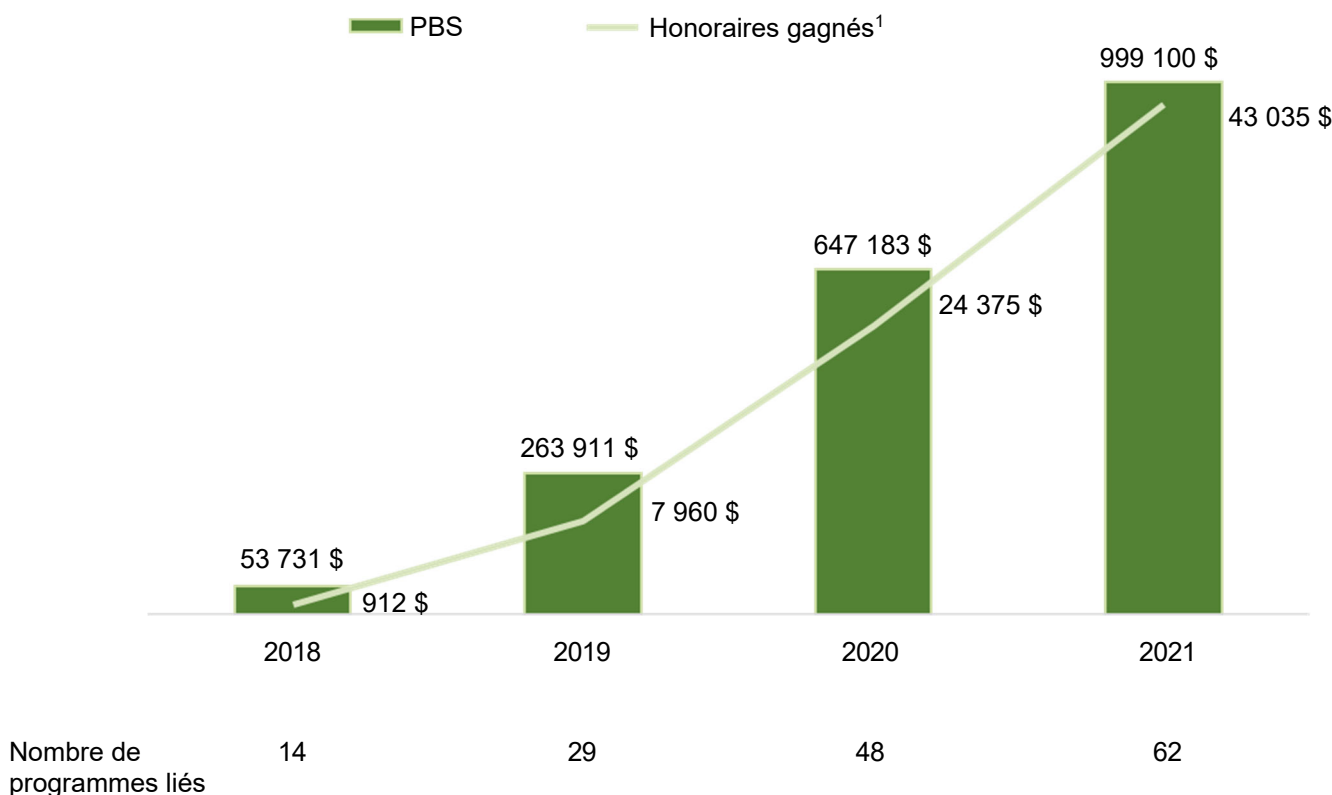
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, nous exerçons nos activités en tant que fournisseur non agréé d'assurance excédentaire dans tous les États, en tant qu'entité de façade hybride dont le modèle économique est axé sur les honoraires. Nous augmentons activement notre nombre de licences agréées; nous avons 48 licences d'État agréées, et nous avons l'intention de recevoir, avec le temps, des licences d'État agréées dans les 50 États.

Au quatrième trimestre de 2021, nous avons lancé Bricktown Specialty Insurance Company, une entreprise complémentaire d'assurance excédentaire, afin de soutenir la croissance de notre plateforme de façade hybride.

Les primes de nos activités aux États-Unis ont continué d'augmenter, ce qui a permis de générer des primes de 293,3 M\$ pour le trimestre dans le cadre de 62 programmes. Le graphique ci-dessous présente l'évolution des PBS, des honoraires gagnés et du nombre de programmes liés pour nos activités aux États-Unis.



1. Les honoraires gagnés excluent les honoraires gagnés sur les primes cédées aux activités de réassurance captives de Trisura.

TRISURA GROUP LTD.

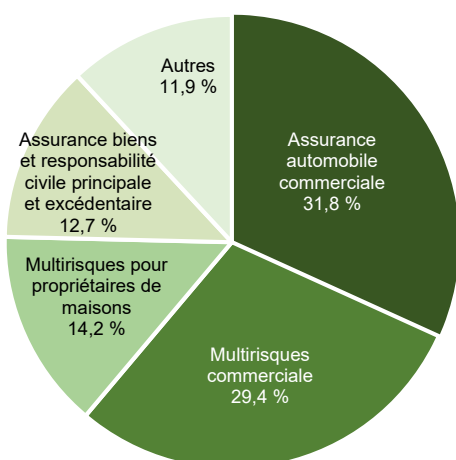
Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition des PBS et des PNS tirées de nos activités américaines par catégorie d'activités pour le quatrième trimestre et l'exercice complet de 2021. Les graphiques comprennent les primes cédées aux activités de réassurance captives.

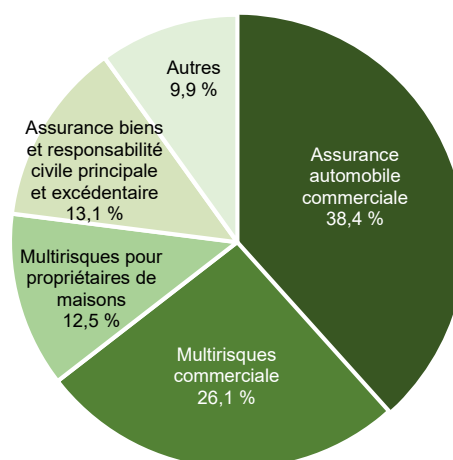
Primes brutes souscrites

T4 2021¹



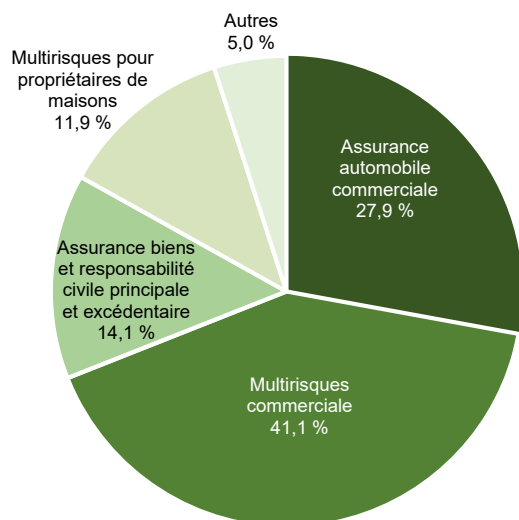
Primes brutes souscrites

2021¹



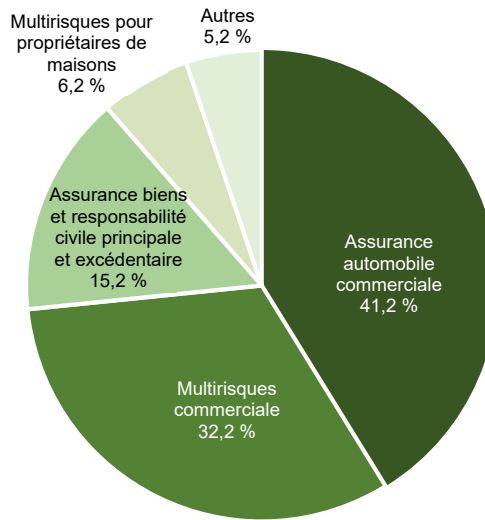
Primes nettes souscrites

T4 2021¹



Primes nette souscrites

2021¹



1. La catégorie « Autres » comprend les dommages physiques aux automobiles, les gammes d'Allied – Inondations, l'assurance bris de machines, l'assurance multirisques pour propriétaires de fermes, l'assurance risques divers, l'assurance couvrant uniquement les biens, l'assurance de protection juridique, l'assurance automobile pour véhicule de tourisme, l'assurance responsabilité professionnelle pour le personnel médical et l'assurance de cautionnement.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

Le tableau suivant présente les faits saillants financiers de nos activités aux États-Unis. Le tableau comprend toutes les affaires cédées aux activités de réassurance captives de Trisura, et exclut les honoraires de façade reçus relativement aux primes cédées aux activités de réassurance captives.

Tableau 4.7

	T4 2021	T4 2020	Variation (\$)	Variation (%)	2021	2020	Variation (\$)	Variation (%)
Primes brutes souscrites	293 310	210 654	82 656	39,2 %	999 100	647 183	351 917	54,4 %
Primes nettes souscrites	31 910	17 605	14 305	81,3 %	87 187	43 915	43 272	98,5 %
Primes nettes acquises	16 834	9 891	6 943	70,2 %	54 670	27 026	27 644	102,3 %
Honoraires	11 930	8 449	3 481	41,2 %	43 035	24 375	18 660	76,6 %
Revenu de souscription net	28 764	18 340	10 424	56,8 %	97 705	51 401	46 304	90,1 %
Bénéfice de souscription net	6 045	5 779	266	4,6 %	26 630	15 113	11 517	76,2 %
Revenu de placement net	1 470	1 158	312	26,9 %	4 926	3 880	1 046	27,0 %
Bénéfice net	6 817	5 710	1 107	19,4 %	27 154	16 382	10 772	65,8 %
Ratio sinistres-primes	82,1 %	75,9 %			73,3 %	74,0 %		
Taux de rétention ¹	10,9 %	8,4 %			8,7 %	6,8 %		
Honoraires exprimés en pourcentage des primes cédées ¹	5,4 %	6,0 %			5,6 %	5,8 %		
Ratio d'exploitation de façade ¹	79,0 %	68,5 %			72,7 %	70,6 %		
RCP	14,0 %	11,7 %			14,0 %	11,7 %		

1. Il s'agit d'une mesure financière supplémentaire. Se reporter à la rubrique 10, Mesures d'exploitation, pour connaître sa composition.

Le tableau suivant présente les produits tirés des honoraires différés du quatrième trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020.

Tableau 4.8

	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020	Variation (\$)
Produits tirés des honoraires différés	25 974	18 306	7 668

Les PBS et les PNS ont augmenté de façon importante pour le trimestre et l'exercice complet par rapport à 2020. L'augmentation est attribuable à l'ajout de nouveaux programmes et à la croissance des programmes existants. La croissance des PNS a été supérieure à la croissance des PBS pour le quatrième trimestre et l'exercice complet de 2021, car nos activités aux États-Unis ont souscrit un plus grand nombre d'affaires au cours de ces périodes grâce à une rétention accrue en 2021 par rapport à 2020. Pour le trimestre et l'exercice complet de 2021, des primes de 23,7 M\$ et de 61,9 M\$ ont été générées par les programmes agréés.

Nos solutions de façade aux États-Unis ont maintenu des PBS de 10,9 % pour le trimestre et de 8,7 % pour l'exercice complet, y compris les primes cédées à nos activités de réassurance. Le reste des primes a été cédé à des réassureurs tiers. L'augmentation du taux de rétention reflète les nuances structurelles de certains nouveaux programmes dont les primes sont majorées afin de refléter la hausse des taux de commission, ce qui a donné lieu à une hausse du taux de rétention présenté. La composition des activités plus mature et la rétention sélective accrue liée aux programmes renouvelés ont également donné lieu à une augmentation du taux de rétention. Nous continuons de cibler un taux de rétention de la clientèle entre 5,0 % et 10,0 % pour tous les nouveaux programmes, après quoi nous envisageons de céder à notre réassureur captif. Exprimés en pourcentage des primes cédées, les honoraires pour le trimestre et l'exercice complet ont été inférieurs, en partie en raison de l'achat d'une couverture contre les catastrophes additionnelle qui ne génère pas d'honoraires.

ÉTATS-UNIS (SUITE)

Pour le trimestre et l'exercice complet, les PNA ont augmenté de façon importante par rapport à 2020, en raison de la croissance des programmes et de l'augmentation des primes conservées acquises au cours de la période relativement aux affaires liées en 2021 et en 2020.

Les honoraires de nos activités aux États-Unis reflètent les honoraires de façade reçus des réassureurs, qui sont comptabilisés sur la durée des contrats d'assurance auxquels ils se rapportent. Le modèle de bénéfice des honoraires est semblable à celui des primes nettes acquises. Les honoraires ont fortement augmenté pour le quatrième trimestre et l'exercice complet de 2021 en raison de la croissance importante des primes.

Le ratio sinistres-primes du quatrième trimestre de 2021 a augmenté par rapport à la période correspondante de 2020, car les activités d'assurance biens aux États-Unis ont enregistré des sinistres liés aux événements météorologiques, y compris en ce qui a trait à certains programmes en cours de liquidation. Le ratio sinistres-primes pour l'exercice complet de 2021 a été comparable à celui de 2020.

Le ratio d'exploitation de façade pour le quatrième trimestre de 2021 a été supérieur à celui du quatrième trimestre de 2020, en partie en raison d'un ratio sinistres-primes plus élevé. Le ratio d'exploitation pour l'exercice complet a été comparable à celui de l'exercice précédent, ayant légèrement augmenté en raison des variations de la composition des affaires.

Se reporter à la rubrique 5, Revue du rendement des placements pour une analyse du revenu de placement net.

Le bénéfice net a augmenté pour le trimestre et l'exercice complet, principalement en raison de la hausse des honoraires découlant de la croissance continue du volume des programmes et des partenaires de programme. Au cours du quatrième trimestre de 2021, les activités aux États-Unis ont généré une perte d'environ 2,2 M\$ avant impôt liée à l'achat de réassurance contre les catastrophes additionnelle pour un groupe de programmes couvrant les catastrophes (les « programmes de réassurance contre les catastrophes ») qui n'avaient pas encore atteint une efficacité suffisante. La structure de réassurance de ces programmes a été modifiée afin de mieux gérer les coûts de la réassurance contre les catastrophes qui leur sont associés.

La tendance à la hausse de la rentabilité des activités aux États-Unis s'est poursuivie, si bien que le RCP a atteint 14,0 % en 2021, comparativement à un RCP de 11,7 % en 2020, à la suite d'une importante mobilisation de capitaux propres au deuxième trimestre de 2021.

RÉASSURANCE

Notre société de réassurance a cessé de souscrire des affaires avec des tiers en 2008, mais elle souscrivait auparavant de la réassurance de quote-part (base prospective), des transferts de portefeuilles de sinistres (base rétrospective) et des contrats de créneau couvrant des risques à l'échelle internationale dans de multiples secteurs d'assurance commerciale. À l'heure actuelle, notre société de réassurance gère son portefeuille restant de contrats de réassurance en vigueur et elle souscrit des affaires afin de soutenir nos activités américaines. Les affaires qu'elle a reprises des activités américaines sont présentées dans les résultats de nos activités aux États-Unis.

Au sein du portefeuille restant de contrats de réassurance de tiers en vigueur, le plus important était un contrat de réassurance de rentes d'assurance-vie libellé en euros. Au cours du quatrième trimestre de 2021, nous avons conclu un accord de novation en vertu duquel nous avons irrévocablement transféré la totalité des passifs et obligations aux termes de ce contrat de réassurance-vie à un autre réassureur.

Nous évaluons la performance de notre société de réassurance en nous appuyant sur la perte nette afin de rendre compte : i) de la variation des provisions au titre des rentes d'assurance-vie, laquelle est incluse dans la charge au titre des sinistres; et ii) de la compensation de la variation de la valeur de l'actif qui les couvre, laquelle est incluse dans le revenu de placement net, cet actif étant désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Tableau 4.9

	T4 2021	T4 2020	Variation (\$)	2021	2020	Variation (\$)
Perte nette liée aux rentes d'assurance-vie	(2 591)	(611)	(1 980)	(559)	(4 588)	4 029
Perte à la vente d'actifs d'assurance structurés	—	—	—	(1 336)	—	(1 336)
Charges d'exploitation et autres charges ¹	(547)	(731)	184	(2 163)	(2 131)	(32)
Perte nette liée aux contrats de réassurance existants ²	(3 138)	(1 342)	(1 796)	(4 058)	(6 719)	2 661

1. Comprend les charges d'exploitation et autres charges, le bénéfice d'exploitation lié aux contrats existants d'assurance biens et responsabilité civile actuellement en cours de liquidation ainsi que certains profits et pertes.

2. Veuillez noter que la présentation du tableau relatif à notre société de réassurance a été mise à jour. Se reporter au tableau 10.6.1 pour un rapprochement avec la note 24, Information sectorielle, des états financiers consolidés de la Société.

La perte nette liée aux rentes d'assurance-vie a augmenté au quatrième trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020 en raison de la perte sur novation enregistrée au quatrième trimestre de 2021. La perte nette pour l'exercice complet de 2021 a été inférieure à celle de 2020 en raison de la réduction de provisions, au troisième trimestre de 2021, à la suite de l'identification d'un bloc de polices inactives, ainsi que d'une non-concordance favorable dans l'appariement des actifs et des passifs découlant de la hausse des taux d'intérêt en 2021.

Au cours du troisième trimestre de 2021, nous avons cédé les actifs d'assurance structurés afin de rationaliser les activités, ce qui a donné lieu à une perte durant la période. En raison de cette vente, le capital peut être affecté à des placements plus liquides.

Les charges d'exploitation et autres charges ont diminué au quatrième trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020, du fait des pertes de change enregistrées en 2020. Pour l'exercice complet, les charges d'exploitation et autres charges ont été essentiellement comparables à celles de 2020.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

SIÈGE SOCIAL

Les résultats du siège social représentent les charges qui ne sont pas précisément liées aux secteurs d'activité de la Société ainsi que les coûts liés au service de la dette et certains profits et pertes sur instruments dérivés de couverture.

Les charges du siège social pour le trimestre et l'exercice complet de 2021 ont été comparables à celles de 2020.

La rémunération fondée sur des actions comprend les paiements versés aux administrateurs et aux hauts dirigeants et peut être influencée par la variation du cours de l'action. C'est donc dans le but d'atténuer cette volatilité que nous avons mis en œuvre un programme de couverture visant la rémunération fondée sur des actions. La rémunération fondée sur des actions est présentée ci-après, déduction faite de l'incidence des instruments de couverture. La rémunération fondée sur des actions a augmenté pour le trimestre par suite de la hausse de la valeur du cours de l'action, qui n'était pas entièrement couverte, de même qu'en raison de l'incidence de certains éléments non couverts. Pour l'exercice complet de 2021, la rémunération fondée sur des actions a diminué en raison de l'amélioration des activités de couverture par rapport à 2020.

Les coûts liés au service de la dette ont augmenté durant le trimestre et l'exercice par rapport à 2020, en raison de la hausse de l'encours de la dette découlant de l'émission de billets non garantis de premier rang en 2021, ainsi que de la hausse des charges d'intérêts sur ces billets par rapport aux taux applicables à notre facilité de crédit renouvelable, qui était en cours pour la période de 2020.

Tableau 4.10

	T4 2021	T4 2020	Variation (\$)	2021	2020	Variation (\$)
Charges du siège social	(283)	(240)	(43)	(1 261)	(1 109)	(152)
Rémunération fondée sur des actions, déduction faite de la couverture	(411)	(180)	(231)	(843)	(5 184)	4 341
Charges nettes ¹	(694)	(420)	(274)	(2 104)	(6 293)	4 189
Service de la dette	(491)	(120)	(371)	(1 283)	(663)	(620)
Siège social	(1 185)	(540)	(645)	(3 387)	(6 956)	3 569

1. Se reporter au tableau 10.7.1 pour un rapprochement avec la note 24, Information sectorielle, des états financiers consolidés de la Société.

RUBRIQUE 5 – REVUE DU RENDEMENT DES PLACEMENTS

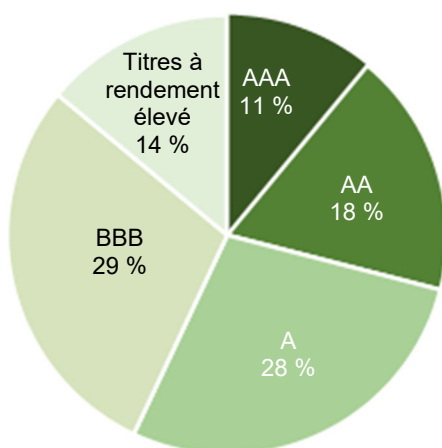
APERÇU

La politique de placement de la Société cherche à générer des rendements totaux attrayants tout en évitant un risque de placement excessif. Elle vise en outre à soutenir nos passifs et à maintenir des niveaux solides de capital réglementaire et économique. Nous adoptons une approche centralisée à l'égard des placements dans l'ensemble des portefeuilles des filiales et investissons dans une optique mondiale.

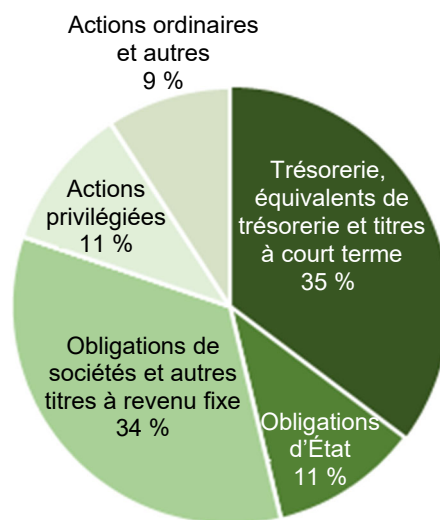
APERÇU DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS

Notre portefeuille de placements de 982,5 M\$ comprend de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des titres à court terme, des obligations d'État et de sociétés, des actions privilégiées, des actions ordinaires et un petit nombre de placements alternatifs. Environ 86 % de nos titres à revenu fixe sont des obligations de grande qualité hautement liquides.

Titres à revenu fixe par notation¹



Portefeuille de placements par catégorie d'actifs



1. Il s'agit d'une mesure financière supplémentaire, qui correspond au solde lié à chaque notation, divisé par le solde total des placements à revenu fixe.

RENDEMENT DES PLACEMENTS

Revenu de placement net

Tableau 5.1

	T4 2021	T4 2020	Variation (\$)	2021	2020	Variation (\$)
Canada	2 477	1 863	614	8 722	7 842	880
États-Unis	1 470	1 158	312	4 926	3 880	1 046
Activités de réassurance	3 162	2 689	473	(7 033)	15 594	(22 627)
Siège social	321	212	109	990	463	527
Revenu de placement net	7 430	5 922	1 508	7 605	27 779	(20 174)
Profits nets – présentés	3 726	2 822	904	14 484	8 450	6 034
Profits nets excluant les profits sur dérivés ¹	2 195	2 257	(62)	5 103	6 165	(1 062)
Total du revenu de placement ²	9 625	8 179	1 446	12 708	33 944	(21 236)

1. Les profits nets excluant les profits sur dérivés sont inclus dans le tableau 4.10. Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux normes IFRS. Se reporter au tableau 10.3 de la rubrique 10 pour un rapprochement avec la note 24, Information sectorielle, des états financiers consolidés de la Société.

2. Correspond à la somme du revenu de placement net et des profits nets excluant les profits sur dérivés.

Les activités de la Société comprennent l'assurance biens et responsabilité civile spécialisée au Canada et aux États-Unis et la réassurance à l'échelle internationale. Ces activités mettent l'accent sur des segments de marché, des régions géographiques et des risques divers et peuvent être assujetties à différentes exigences réglementaires en matière de placement; ainsi, une variété d'actifs et de monnaies sont détenus afin de soutenir les passifs. Par conséquent, il est plus approprié d'évaluer le rendement des placements au niveau de l'unité d'exploitation.

Une partie du capital excédentaire est actuellement maintenue et gérée par le siège social. Le revenu de placement net est attribuable aux produits d'intérêts et de dividendes sur les actifs investis, lesquels ont été plus élevés pour le quatrième trimestre et l'exercice complet de 2021 par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par la taille plus importante du portefeuille en 2021 par rapport à 2020. Nous avons investi le capital du siège social dans les plateformes d'exploitation afin de soutenir la croissance et prévoyons continuer à le faire dans l'avenir. Au cours du trimestre, un montant de 10,0 M\$ du capital du siège social a été investi dans la plateforme canadienne.

Le revenu de placement des activités canadiennes est attribuable aux produits d'intérêts et de dividendes sur les actifs du portefeuille. Le revenu de placement net pour le trimestre et l'exercice a augmenté par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'excellente performance opérationnelle qui a entraîné un accroissement de la taille de notre portefeuille de placements. Nous continuons de diversifier le portefeuille canadien, notamment grâce à l'ajout d'autres placements alternatifs en 2021, lesquels devraient représenter une part grandissante du portefeuille à l'avenir et bonifier son rendement futur.

Le revenu de placement aux États-Unis, qui dépend principalement des produits d'intérêts et de dividendes, a augmenté pour le trimestre et l'exercice complet en raison de la croissance des activités qui a donné lieu à un accroissement de la taille de notre portefeuille de placements. Au cours du trimestre, nous avons continué d'élargir le portefeuille américain afin d'y inclure des pondérations en catégories d'actifs autres que des obligations de catégorie investissement.

Au sein du portefeuille de réassurance, les obligations libellées en euros qui soutiennent les provisions au titre des rentes d'assurance-vie sont détenues à la juste valeur par le biais du résultat net. Les pertes de placement pour l'exercice découlent de la hausse des taux d'intérêt au cours de l'exercice, tandis que les profits enregistrés pour le trimestre sont attribuables à la baisse des taux d'intérêt survenue avant la novation du contrat de réassurance de rentes d'assurance-vie durant le trimestre. Fait important, le rendement des actifs liés aux rentes d'assurance-vie a été contrebalancé par la variation des provisions au titre des rentes d'assurance-vie.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

Les profits nets excluant les profits sur dérivés reflètent les profits et pertes réalisés à la vente de placements, l'incidence du change sur le portefeuille de placements et les activités de la Société, et les pertes de valeur. Pour le trimestre et l'exercice, les profits nets excluant les profits sur dérivés ont diminué puisque l'incidence positive du change a été moins importante qu'en 2020.

Autres éléments (de perte globale) de bénéfice global

Tableau 5.2

	T4 2021	T4 2020	Variation (\$)	2021	2020	Variation (\$)
(Pertes latentes) profits latents dans les autres éléments du résultat global	(1 096)	10 853	(11 949)	4 463	4 942	(479)
(Perte) profit de change cumulé	(1 077)	(8 053)	6 976	434	(4 846)	5 280
Autres éléments (de perte globale) de bénéfice global	(2 173)	2 800	(4 973)	4 897	96	4 801

La Société comptabilise les profits et les pertes latents liés à la valeur de marché de ses actifs disponibles à la vente dans les autres éléments du résultat global. L'incidence de l'évaluation à la valeur de marché de ces actifs sur les autres éléments du résultat global a été négative au quatrième trimestre, en raison des pertes latentes sur les titres à revenu fixe des portefeuilles canadiens et américains. Malgré la volatilité observée tout au long du second semestre de l'exercice, les profits latents sur une base annuelle demeurent solides, en raison des placements en actions privilégiées et en titres de capitaux propres des portefeuilles canadien, américain et du siège social.

Les écarts de change découlant de la conversion des états financiers de Trisura International et de Trisura États-Unis en dollars canadiens sont comptabilisés comme des écarts de change cumulés, lesquels font également partie des autres éléments du résultat global. Les pertes de change cumulées pour le trimestre découlent de la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, ce qui s'est traduit par une baisse des évaluations en dollars canadiens pour le capital détenu à l'extérieur du Canada. Malgré l'affaiblissement du dollar américain par rapport à la monnaie canadienne au cours de l'exercice, la conversion opportune de trésorerie libellée en dollars canadiens pour financer des activités aux États-Unis a donné lieu à des profits de change cumulés pour cette période.

Se reporter aux notes 18 et 19 des états financiers consolidés pour plus de détails au sujet des composantes du rendement des placements.

RUBRIQUE 6 – PERSPECTIVES ET STRATÉGIE

SECTEUR D'ACTIVITÉ

Le marché de l'assurance spécialisée offre des produits et des services qui ne sont pas souscrits par la plupart des sociétés d'assurance. Les risques couverts par les polices d'assurance spécialisée exigent, en règle générale, les connaissances d'experts en matière de souscription et une expertise technique en finance et en actuariat. Les gammes d'assurance spécialisée sont des segments de marché constitués de créneaux qui tendent vers des risques plus complexes et au sein desquels la concurrence est plus concentrée. Ainsi, ces risques peuvent difficilement être pris en charge par le marché traditionnel de l'assurance, car un grand nombre d'assureurs ne veulent ou ne peuvent pas les souscrire. Par conséquent, les sociétés d'assurance spécialisée ont une plus grande souplesse au chapitre des tarifs et des modèles de polices que ceux du marché traditionnel, où ces critères sont assujettis à l'autorisation et à l'approbation des autorités de réglementation en matière d'assurance. L'assurance spécialisée constitue un domaine moins banalisé du marché où les relations, l'expertise en matière de produits et la structure des produits ne sont pas faciles à reproduire. Pour ces raisons, les sociétés d'assurance spécialisée ont historiquement généré des rendements supérieurs à ceux des marchés traditionnels, et devraient continuer à le faire, grâce à leurs taux de sinistres et à leurs taux combinés plus faibles que ceux des sociétés d'assurance traditionnelles.

Contrairement au marché traditionnel de l'assurance biens et responsabilité civile, qui est partagé presque à parts égales entre l'assurance de particuliers et l'assurance commerciale, les sociétés d'assurance spécialisée se concentrent presque exclusivement sur l'assurance commerciale. Même au sein du secteur commercial, la composition des activités des sociétés d'assurance spécialisée peut différer considérablement de celle de l'ensemble du secteur de l'assurance biens et responsabilité civile. Bien qu'il n'existe aucune définition standard du marché de l'assurance spécialisée, quelques exemples courants d'affaires souscrites par les sociétés d'assurance spécialisée comprennent l'assurance non traditionnelle, les segments de marché constitués de créneaux (comme les cautionnements, l'assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants et l'assurance responsabilité civile professionnelle) et les produits qui requièrent une souscription personnalisée. De nombreux groupes d'assurance axés sur l'assurance spécialisée chapeautent plusieurs sociétés et gèrent plusieurs permis; ils répartissent les activités entre elles en fonction des conditions du marché et des exigences réglementaires. Le réseau d'agences constitue le principal canal de distribution pour les produits d'assurance spécialisée. Les agents généraux directeurs jouent souvent un rôle important lorsqu'il s'agit d'aider les sociétés à distribuer des produits d'assurance spécialisée.

Le marché de l'assurance spécialisée est plus fragmenté que celui plus vaste de l'assurance biens et responsabilité civile. Aux États-Unis, on estime que les 10 principaux joueurs dans les secteurs de l'assurance excédentaire obtiennent une part de marché de moins de 40 %, et que les 25 principaux joueurs obtiennent en moyenne une part de marché de 2 %. Des primes directes d'assurance excédentaire estimées à 47,8 G\$ US ont été souscrites en 2020 (excluant Lloyd's), soit une augmentation de 18 % d'un exercice à l'autre, par rapport au secteur plus vaste de l'assurance biens et responsabilité civile qui a connu une croissance de 2 % d'un exercice à l'autre, les primes souscrites s'étant chiffrées à 728,9 G\$ US. Entre 2011 et 2020, le ratio combiné moyen pour les marchés de l'assurance excédentaire aux États-Unis était de 95,8 %, contre 100,4 % pour le secteur de l'assurance biens et responsabilité civile. Au Canada, la croissance estimative du marché de l'assurance spécialisée¹ s'est établie à 15 % d'un exercice à l'autre, la valeur des primes directes souscrites s'étant élevée à 6,3 G\$, comparativement à une croissance de 6,0 % et à des primes directes souscrites représentant 76,6 G\$ pour le secteur de l'assurance biens et responsabilité civile.

1. Les données relatives à la croissance du marché de l'assurance spécialisée au Canada couvrent les domaines d'assurance suivants : bris de machines, crédit, protection de crédit, détournements, disparition et destruction, grêle, défense, cyber-responsabilité, responsabilité des administrateurs et dirigeants, responsabilité civile excédentaire, responsabilité professionnelle, responsabilité civile complémentaire, responsabilité en matière de pollution, cautionnement et maritime. Les données du marché sont fondées sur les plus récentes données disponibles de MSA Research Inc. (exercice 2020).

PERSPECTIVES ET STRATÉGIE

Notre Société a une équipe de direction expérimentée, de bonnes relations avec le secteur, et elle jouit d'une excellente réputation auprès des agences de notation, des autorités de réglementation en matière d'assurance et de ses partenaires d'affaires. Nous exerçons nos activités dans le marché canadien de l'assurance biens et responsabilité civile spécialisée depuis plus de 15 ans et dans le marché international de la réassurance spécialisée depuis plus de 19 ans, et la prudence est le garant de nos antécédents en matière de souscription et de placement.

Au Canada, nous avons établi notre marque en tant que fournisseur de premier plan de produits d'assurance spécialisée par l'entremise de nos services envers nos clients, nos courtiers et nos partenaires institutionnels. Nous continuerons d'accroître nos gammes de produits dans les segments de marché spécialisés nouveaux et existants grâce à des assureurs et à des professionnels compétents et efficaces. Nous demeurons déterminés à soutenir notre réseau de courtiers dans la promotion et la vente de produits d'assurance. Nous sommes sélectifs et nous nous associons à un nombre limité de courtiers, en concentrant nos efforts sur des maisons de courtage de premier plan du secteur possédant une expertise en produits spécialisés. Ce réseau de distribution comprend à l'heure actuelle plus de 150 grandes maisons de courtage internationales, nationales et régionales exerçant leurs activités dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada, ainsi que des points de service de courtiers axés sur les produits spécialisés.

Notre société américaine est maintenant entièrement opérationnelle, et elle démontre sa capacité d'accroître ses activités et d'être rentable. Elle est titulaire d'un permis en tant que fournisseur local d'assurance excédentaire en Oklahoma. En outre, elle peut souscrire des affaires à titre d'assureur excédentaire non agréé dans tous les États et à titre d'assureur agréé dans 48 États. Nous suivons actuellement le processus d'obtention de permis d'assureur agréé dans les États restants. Nous sommes d'avis que les conditions sont favorables à une croissance continue pour notre plateforme américaine, qui exerce ses activités en tant qu'entité de façade hybride dont le modèle économique est axé sur les honoraires. Nous mettons l'accent sur le repérage d'occasions de grande qualité en nous associant avec un noyau de base d'administrateurs de programmes bien établis et bien gérés. À ce jour, ces administrateurs de programmes considèrent favorablement cette nouvelle capacité.

En outre, nous continuons de tirer parti d'une offre solide en matière de capacité de réassurance internationale bien cotée, par l'intermédiaire de sociétés désireuses de collaborer avec nous afin de pénétrer ce marché, ce qui nous permet de céder la majorité des risques liés aux polices à ces réassureurs à des conditions commerciales favorables. Cette conviction s'appuie sur notre expérience sur le marché en 2020 et en 2021. Nous croyons que cette plateforme procurera des honoraires intéressants et stables tout en maintenant un faible risque, en ajustant convenablement les risques de souscription et en alignant nos intérêts sur ceux de nos partenaires de distribution et des fournisseurs de capacité. Notre société américaine représente la part la plus importante des PBS et, à mesure que nous poursuivons notre croissance, nous prévoyons qu'elle contribuera de plus en plus à notre rentabilité.

Nous continuerons d'étendre notre réseau de distribution en misant sur notre réseau existant de partenaires au Canada et sur notre noyau de base d'administrateurs de programmes aux États-Unis. Notre Société s'efforcera d'augmenter la pénétration de nos produits avec le concours de nos partenaires, en leur apportant le soutien dont ils ont besoin pour améliorer l'efficacité de leurs efforts en matière de ventes et de commercialisation.

Nous avons également l'intention d'envisager des acquisitions, s'il est avantageux de le faire, et de les mener à terme si elles s'intègrent dans notre plan stratégique. Afin de tirer parti des connaissances et de l'expertise présentes au sein de nos activités existantes, nous entendons d'abord cibler des entreprises aux États-Unis qui exercent des activités dans des créneaux semblables du marché de l'assurance spécialisée, ou qui peuvent nous permettre d'élargir l'étendue de notre licence. La conclusion de la transaction visant 21st Century Preferred Insurance Company démontre la volonté et la capacité de notre équipe de réaliser ce type d'acquisition. Par ailleurs, notre société de réassurance souscrit de nouvelles affaires afin de soutenir nos activités américaines.

RUBRIQUE 7 – GESTION DES RISQUES

La Société a établi un cadre de gestion des risques d'entreprise ainsi que des processus de contrôle interne afin de repérer, d'évaluer, de surveiller et d'atténuer les risques. Ce cadre est essentiel à notre prise de décision en ce qui a trait à nos activités, y compris concernant l'acceptation ou le refus de souscrire une affaire. Par ailleurs, pour toute affaire souscrite, le cadre de gestion des risques nous aide à déterminer s'il convient d'accepter pleinement le risque ou d'appliquer des mesures d'atténuation du risque, comme la réassurance.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Il incombe au conseil d'administration de surveiller les systèmes et politiques de contrôle interne et de gestion des risques. Le conseil d'administration a mis sur pied, au niveau du groupe et des filiales, des comités de gestion des risques qui relèvent du conseil d'administration et dont la plupart des membres sont indépendants de la direction. Ces comités se réunissent chaque trimestre afin d'examiner de manière critique l'évolution et l'efficacité des cadres de gestion des risques et des priorités à cet égard, ainsi que les procédures de communication de l'information sur les risques. La fonction de gestion des risques du groupe, sous la direction du directeur de la gestion des risques, prend des mesures en faveur d'une gestion des risques avisée et efficace à l'échelle de la Société i) en veillant à la mise en place de processus efficaces visant à repérer, à évaluer, à surveiller et à gérer les risques auxquels la Société est ou pourrait être exposée, et à en rendre compte, ii) en aidant le conseil à définir la tolérance et l'appétence au risque et la limitation des risques, et iii) en présentant de l'information exhaustive en temps opportun sur les risques significatifs pour permettre au conseil et au comité de gestion des risques de comprendre le profil de risque global de la Société. Le directeur de la gestion des risques du groupe se concerta avec les directeurs de la gestion des risques des filiales afin de développer une approche cohérente en matière d'identification, d'évaluation, de surveillance, de gestion et de présentation des risques qui soit également adaptée aux activités des filiales. Tous les directeurs de la gestion des risques au niveau du groupe et des filiales relèvent directement de leur comité de gestion des risques respectif. En outre, il existe au niveau de la direction du groupe et des filiales des comités de gestion des risques et des comités de souscription, lesquels sont soumis à des processus de recours hiérarchiques aux comités qui relèvent du conseil d'administration.

Conseil d'administration de Trisura Group Ltd.

Comité de gestion des risques de Trisura Group Ltd.

Comité d'audit de Trisura Group Ltd.

Comité de gestion des risques de Trisura Canada

Comité d'audit et de gestion des risques de Trisura États-Unis

Comité d'audit et de gestion des risques de Trisura International

Fonction de gestion des risques du groupe

Fonctions de gestion des risques au niveau des entités

Comités de souscription et de gestion des risques au niveau de la direction des entités

Au moment de l'évaluation des risques pour la Société ainsi que pour le secteur et les marchés au sein desquels elle exerce ses activités, il faudra tenir compte, en plus des autres renseignements présentés dans ce rapport de gestion et dans les états financiers consolidés et la notice annuelle de la Société, des facteurs énumérés ci-après. La matérialisation de l'un des risques décrits aux paragraphes qui suivent aurait probablement une incidence négative sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation. Les risques énumérés sont ceux que la Société juge les plus importants. Nous pourrions devoir affronter d'autres risques, à court terme ou à l'avenir; par ailleurs, de nouveaux risques pourraient avoir une incidence négative importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

RISQUES ET INCERTITUDES

Caractère fortement concurrentiel du secteur de l'assurance spécialisée

Le secteur de l'assurance spécialisée est fortement concurrentiel, notamment en ce qui concerne les tarifs, la disponibilité et la qualité des produits, la capacité, la qualité et la rapidité de service, les notations, la solidité financière, les réseaux de distribution, les systèmes technologiques et l'expertise technique. La Société est en concurrence avec de nombreuses autres sociétés d'assurance, qui sont souvent d'une taille plus importante et disposent de meilleures ressources financières que la Société, en plus d'être mieux outillées pour livrer concurrence sur le plan des prix. Certains de nos concurrents proposent une plus vaste gamme de services, notamment de gestion des polices, ou sont prêts à accepter un risque de souscription bien plus élevé. Un renforcement de la concurrence dans ce segment, surtout s'il provient d'une ou de plusieurs sociétés de plus grande taille, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les perspectives de la Société. Nos concurrents peuvent également nous nuire en acquérant des distributeurs. La concentration des sociétés d'assurance et des partenaires de distribution pourrait également peser sur notre capacité concurrentielle. Le lancement de nouveaux produits ou l'arrivée de nouvelles sociétés sur le marché accroîtrait la pression concurrentielle sur la Société. Les changements technologiques mis en œuvre par d'autres assureurs ou de nouveaux intervenants sur le marché peuvent modifier le paysage concurrentiel à notre détriment. Rien ne garantit que nous pourrions continuer d'accroître nos revenus ni demeurer rentables. Dans une large mesure, les revenus futurs de la Société dépendent de notre capacité à continuer de développer et de commercialiser une gamme de produits qui s'adapte constamment aux besoins changeants de nos clients. Nous nous efforçons de gérer le risque concurrentiel en entretenant des liens solides avec nos partenaires de distribution : nous nous attachons à répondre à leurs besoins, à leur fournir un service d'excellente qualité et à leur offrir une solide expertise en matière de produits.

Nature cyclique et volatile du secteur de l'assurance

Par le passé, la performance financière du secteur de l'assurance a souvent oscillé entre deux phases d'un cycle : un marché « mou », caractérisé généralement par une intensification de la concurrence donnant lieu à une baisse des taux de prime et à un assouplissement des normes de souscription, suivi par un marché « dur », dans lequel une concurrence moins forte s'accompagnait d'un durcissement des normes de souscription et d'une hausse des taux de prime. La rentabilité de la Société tend à suivre ce cycle, augmentant dans un marché dur et diminuant dans un marché mou. Ces facteurs pourraient entraîner des fluctuations de nos résultats de souscription et de notre bénéfice net. Par le passé, les résultats des sociétés du secteur de l'assurance spécialisée ont connu d'importantes fluctuations et ont été soumis à de nombreuses incertitudes. Bon nombre de ces facteurs sont indépendants de la volonté de la Société. De nombreux facteurs peuvent peser sur la rentabilité des sociétés d'assurance spécialisée, notamment les systèmes de réglementation, les nouvelles tendances en matière de litiges en responsabilité civile et de recours collectifs, l'adoption de mesures favorables aux consommateurs concernant les taux de prime ou les procédures de traitement des demandes de règlement, les lois en matière de protection des consommateurs et de la vie privée qui empêchent les assureurs d'évaluer le risque, ou d'autres facteurs étroitement liés à ces risques, comme la notation de crédit. Un ralentissement économique ou une situation politique défavorable dans les territoires où la Société exerce ses activités de souscription ou autres pourraient faire baisser la demande de produits d'assurance spécialisée et les primes des polices.

Risques liés à la pandémie de COVID-19

La propagation rapide de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), que l'Organisation mondiale de la Santé a qualifiée de pandémie le 11 mars 2020, ainsi que par les mesures prises par les autorités gouvernementales à l'échelle mondiale en réponse à la COVID-19 ont interrompu les activités commerciales et les chaînes d'approvisionnement; perturbé les voyages; contribué à une forte volatilité sur les marchés des capitaux; rendu les taux d'intérêt volatils; eu des répercussions sur les conditions sociales; et nuï aux conditions économiques locales, régionales, nationales et internationales, ainsi qu'aux marchés du travail. La flambée de COVID-19 a poussé bon nombre de sociétés et de gouvernements à imposer des restrictions à l'égard des activités commerciales et des voyages qui pourraient demeurer en place, voire s'amplifier.

Dans une large mesure, la Société a fait la transition vers un environnement de travail à distance en raison de la COVID-19, et cette décision a eu une incidence limitée sur son personnel. Les gouvernements et les banques centrales du monde entier ont certes adopté des mesures de relance budgétaire et monétaire, de même que diverses autres mesures d'intervention, incluant la vaccination, pour contrer les effets de la pandémie de COVID-19, mais l'ampleur globale et l'efficacité à long terme de ces mesures demeurent incertaines. Étant donné la persistance et l'instabilité de la situation entourant la COVID-19, il est difficile de prédire l'importance des répercussions que celle-ci aura, y compris les mesures prises pour y faire face, sur l'économie mondiale et sur la Société, et d'anticiper la durée probable des perturbations.

La nature et l'ampleur de ces répercussions dépendront de l'évolution de la situation, laquelle est hautement incertaine, rapide et difficile à prévoir. D'autres mesures pourraient être prises pour contenir la COVID-19 ou gérer ses répercussions, à savoir la réimposition des mesures antérieurement levées ou la mise en place de nouvelles restrictions. L'efficacité des vaccins contre les variants du virus pourrait également influencer sur les répercussions de la COVID-19. Ces faits nouveaux pourraient avoir des effets défavorables significatifs sur nos actifs, nos liquidités et notre situation financière, ainsi que sur les résultats d'exploitation de notre société d'assurance, étant donné leurs répercussions sur l'économie et sur les marchés des capitaux mondiaux. Rien ne garantit que les stratégies visant à faire face aux risques atténueront les effets néfastes liés à l'épidémie.

Dépendance à l'égard des partenaires de distribution, des fournisseurs de capacité et des administrateurs de programmes

Trisura Canada distribue ses produits essentiellement par l'intermédiaire d'un réseau de partenaires de distribution, qui vendent également des produits de concurrents et sont libres, sous certaines réserves, de décider de réduire la vente de nos produits ou de cesser de les vendre. Les partenaires de distribution qui ont fait la preuve de leur capacité à vendre des produits d'assurance se livrent une forte concurrence. La diminution du nombre de partenaires de distribution qui choisissent de vendre les produits de la Société pourrait peser lourdement sur le volume des primes et notre rentabilité. Trisura propose des accords de façade à des fournisseurs de capacité désireux de pénétrer certains marchés d'assurance spécialisée aux États-Unis. Les fournisseurs de capacité sont soit indépendants, soit sous contrôle commun avec un administrateur de programmes. Un fournisseur de capacité indépendant peut réassurer un ou plusieurs portefeuilles auprès de divers administrateurs de programmes. Un même administrateur de programmes peut gérer un portefeuille unique pour un seul fournisseur de capacité, ou plusieurs portefeuilles pour différents fournisseurs de capacité. D'autres sociétés d'assurance spécialisée sont en concurrence avec Trisura dans ce domaine d'activité. Les fournisseurs de capacité et administrateurs de programmes qui font affaire avec Trisura peuvent choisir de conclure des accords de façade avec ses concurrents, ou mettre fin aux accords de façade conclus avec Trisura parce qu'ils n'ont plus besoin de la capacité correspondante ou pour toute autre raison.

La concentration des fournisseurs de capacité pourrait également nuire à la disponibilité de la capacité pour la Société. Une forte baisse des affaires avec l'un de ces partenaires de distribution, fournisseurs de capacité ou administrateurs de programmes pourrait faire perdre des primes à la Société et nous amener à devoir trouver d'autres partenaires pour remplacer les primes perdues. Nous nous efforçons de gérer ces risques en faisant affaire avec un groupe diversifié de partenaires de distribution, de fournisseurs de capacité et d'administrateurs de programmes. De plus, nous entretenons des liens solides avec nos partenaires commerciaux en nous attachant à leur fournir un service d'excellente qualité et à les faire profiter de notre expertise en matière de produits. Lorsque nous accordons une autorité contraignante à nos partenaires de distribution et à nos administrateurs de programmes, nous limitons cette autorité aux lignes directrices convenues en matière de souscription et nous surveillons attentivement les affaires souscrites. Il peut arriver néanmoins que, dans certains cas, l'exercice de cette autorité contraignante donne lieu à des pertes, ce qui peut avoir une incidence négative importante sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Notations

Les agences de notation évaluent notre capacité à respecter nos obligations financières et, dans le cas de nos filiales d'assurance, notre capacité à payer les sinistres. Les notations sont soumises périodiquement à un examen fondé notamment sur des modèles d'évaluation de la suffisance du capital exclusifs et peuvent être révisées ou retirées à tout moment. Les notations de A.M. Best sont accordées en fonction de l'intérêt des titulaires de police et des agences d'assurance; elles ne sont pas conçues pour protéger les investisseurs et ne sauraient être considérées comme une recommandation d'achat, de conservation ou de vente de titres. Ces notations jouent un rôle important dans l'établissement et le maintien de notre position concurrentielle sur le marché de l'assurance spécialisée, notamment en ce qui concerne l'assurance commerciale. A.M. Best a accordé aux entités de Trisura une notation de A- (excellent) avec une perspective stable pour la solidité financière. En mars 2021, DBRS Morningstar a attribué une notation de solidité financière de A (faible) à Trisura Canada et à Trisura États-Unis et une notation d'émetteur de BBB à Trisura Group Ltd.

Rien ne garantit que nous serons en mesure de conserver ces notations. Une détérioration de ces notations nuirait probablement à nos activités du fait que certains titulaires de polices déjà clients ou potentiellement clients pourraient se tourner vers d'autres sociétés affichant de meilleures notations et que certaines sociétés de courtage avec lesquelles nous faisons actuellement affaire pourraient choisir de travailler avec un assureur mieux noté. Une révision à la baisse de notre notation d'émetteur pourrait entraîner une hausse significative de notre coût d'emprunt, nuire à notre capacité à mobiliser des capitaux ou encore, accroître le coût du capital mobilisé.

Risque d'assurance :

Le risque d'assurance est le risque que le coût total des sinistres et frais de règlement et des charges liées à l'acquisition d'un contrat d'assurance excède les primes reçues à l'égard de ce contrat. Une telle situation pourrait se produire si la fréquence ou la gravité des sinistres sont plus importantes que prévu. En ce qui concerne les contrats d'assurance vie et de rente, le risque d'assurance peut aussi comprendre les écarts entre les résultats prévus et les résultats réels à l'égard du comportement des titulaires de contrat, des déchéances, de la longévité, de la mortalité, de la morbidité et du moment des sinistres. Les paragraphes ci-dessous contiennent une description d'autres composantes importantes du risque d'assurance, dont les risques liés aux produits et à l'établissement des prix, à la concentration du risque d'assurance et à l'exposition à des pertes importantes, ainsi qu'à l'estimation des provisions pour sinistres.

Pour d'autres précisions sur le risque d'assurance et la manière dont il est géré, se reporter à la note 2.4, Contrats d'assurance, à la note 14, Primes non acquises, à la note 15, Sinistres impayés et frais de règlement, et à la note 22.1, Risque d'assurance, des états financiers consolidés.

1 – Risque lié aux produits et à l'établissement des prix

Le processus d'établissement des prix repose sur des estimations des coûts des sinistres et des frais de règlement futurs. Notre incapacité à évaluer avec exactitude les risques courus au titre de nos contrats d'assurance et à les tarifier pourrait avoir une incidence négative sur notre rentabilité. À l'inverse, l'établissement de primes trop élevées pourrait nuire à notre compétitivité et à notre croissance. Nous établissons le prix de nos produits en fonction de nombreux facteurs, dont la fréquence et la gravité des sinistres, les taux des frais liés aux gammes de produits, les facteurs de risque spéciaux, les coûts de réassurance, le capital requis pour soutenir la gamme de produits, le revenu de placement gagné sur ce capital, ainsi que le contexte concurrentiel des marchés d'assurance dans lesquels nous offrons nos produits. Les processus d'établissement des prix de la Société visent l'obtention d'un rendement approprié sur le capital investi. Ces facteurs sont examinés et ajustés périodiquement pour tenir compte de la situation actuelle. La Société s'efforce de gérer ce risque au moyen d'une utilisation efficace des politiques et des lignes directrices en matière de souscription, ainsi que d'une sélection des risques rigoureuse. En plus d'exercer une surveillance étroite, la Société révisé les lignes directrices pour tenir compte des nouvelles tendances. Le risque d'assurance est en outre atténué au moyen d'une gestion efficace des sinistres et des dépenses, ainsi que par le recours à la réassurance. Enfin, les changements technologiques mis en œuvre par nos assurés pourraient modifier le profil des risques couverts par nos polices.

2 – Risque lié à la concentration du risque d'assurance et à l'exposition à des pertes importantes

Le risque de concentration est le risque que les produits d'assurance de la Société soient concentrés à l'égard d'une région, d'un secteur d'activité, d'une catégorie d'affaires ou d'un assuré, ce qui accroîtrait l'exposition de la Société à un événement en particulier ou à une série d'événements liés. La Société pourrait subir des pertes importantes non prévues en cas par exemple de défaillance imprévue d'un important sous-traitant, d'accumulation de nombreux contrats d'assurance ou de réassurance couvrant les mêmes risques, de conjoncture économique défavorable, de litige de masse, d'acte de terrorisme ou de catastrophe, naturelle ou d'origine humaine. Les changements climatiques peuvent accroître la fréquence ou la gravité des catastrophes naturelles. Nous pourrions par ailleurs subir d'importantes pertes en raison de l'évolution future de l'environnement juridique qui pourrait élargir la portée de la couverture offerte au-delà du risque initialement couvert. Le risque auquel nous sommes exposés pourrait aussi augmenter dans le cas de cyberattaques expressément couvertes par nos polices ou de « couverture silencieuse », lorsque les pertes potentielles ne sont ni expressément prévues, ni expressément exclues par le libellé de la police. En outre, nous pourrions ne pas pouvoir appliquer certaines exclusions. Si nous décelons une éventuelle perte importante, nous pourrions devoir augmenter les provisions, ce qui pourrait réduire le bénéfice de la période visée. Nous nous efforçons d'atténuer ce risque en utilisant des techniques de suivi et de modélisation du degré de concentration et d'accumulation des risques et en achetant de la réassurance. Nous apportons par la suite les ajustements nécessaires pour maintenir notre exposition à ces risques dans les limites établies. La gestion active des programmes de réassurance et des garanties connexes de la Société est aussi importante pour s'assurer que l'exposition nette aux sinistres respecte la tolérance au risque de la Société.

3 – Risque lié aux estimations des provisions pour sinistres

Le passif au titre des sinistres impayés et frais de règlement représente une estimation du coût définitif de tous les sinistres survenus, mais non payés, à la date de l'état de la situation financière. Le processus de constitution de provisions utilisé pour déterminer les futurs paiements au titre des sinistres et frais de règlement prend en considération les estimations individuelles des paiements au titre des sinistres et frais de règlement relativement aux sinistres déclarés en suspens ainsi que les provisions au titre de ces estimations et les paiements au titre des sinistres et frais de règlement liés aux sinistres survenus, mais non déclarés. Dans certains cas, des provisions supplémentaires sont établies pour prendre en compte la valeur temps de l'argent au moyen de taux d'actualisation fondés sur le revenu de placement prévu des actifs soutenant ce passif. La Société a recours à des actuaires qualifiés dans le cadre de son processus de constitution de provisions.

L'estimation des sinistres impayés et frais de règlement est fondée sur une série de techniques actuarielles. En général, ces techniques prennent en considération des facteurs d'évolution des sinistres et les schémas de paiement. Elles requièrent l'utilisation d'hypothèses relatives à l'évolution des sinistres et frais de règlement, aux taux futurs de fréquence et de gravité des sinistres, à l'inflation des sinistres, au niveau de fraude dans le secteur de l'assurance, aux schémas de paiement et aux recouvrements auprès des réassureurs, compte tenu de la nature des polices d'assurance. En ce qui concerne les contrats d'assurance vie et de rente, le processus d'établissement des provisions comprend habituellement des estimations à l'égard des déchéances, du comportement futur des titulaires de contrat, de la longévité, de la mortalité, de la morbidité, du moment des règlements de sinistres et des taux d'actualisation. La plupart de ces facteurs ne sont pas directement quantifiables, surtout prospectivement, et leur incidence et celle de facteurs inattendus pourraient réduire notre capacité de bien évaluer les provisions nécessaires pour les contrats que nous souscrivons. En général, le délai nécessaire pour le règlement définitif des sinistres fait augmenter l'incertitude liée à l'estimation du coût définitif de ces sinistres et frais de règlement. L'estimation des sinistres peut être particulièrement incertaine dans les gammes de produits à liquidation lente, pour lesquelles l'information est généralement dévoilée progressivement. Pour les activités de réassurance, l'incertitude liée aux estimations peut être encore plus grande en raison du délai nécessaire pour obtenir les renseignements auprès des assureurs cédants, ainsi que de la diversité des pratiques en matière de constitution des provisions utilisées par les assureurs cédants. Dans certains cas, des marges actuarielles explicites sont incluses dans les provisions pour tenir compte de la nature incertaine des estimations, ainsi que d'une détérioration possible des résultats par rapport aux attentes en matière de matérialisation des sinistres, de taux de rendement des placements et de recouvrabilité des soldes de réassurance. Les provisions au titre des sinistres impayés et frais de règlement sont examinées régulièrement et évaluées à la lumière des nouveaux résultats enregistrés relativement aux sinistres et des changements de circonstances. Cependant, bien que la direction de la Société soit d'avis que nos niveaux généraux de provisions sont, à la date des états financiers, suffisants pour remplir nos obligations aux termes des contrats en vigueur, les sinistres réels pourraient différer, dans certains cas sensiblement, des provisions indiquées dans les états financiers de la Société. Si les provisions se révélaient insuffisantes, la Société devrait les augmenter et comptabiliser une charge en résultat.

Disponibilité de la réassurance

Nous avons des ententes de réassurance avec un certain nombre de réassureurs. Une diminution de la disponibilité de la réassurance ou une augmentation du coût de la réassurance pourrait entraîner une hausse des coûts ou influencer de manière significative sur le volume de nos activités de souscription. Rien ne peut garantir qu'un événement futur ne donnera pas lieu à une insuffisance de la capacité de réassurance pour les catégories de produits que nous souscrivons.

Capacité à recouvrer les montants à recevoir des réassureurs

Dans le cours normal des activités, la Société a recours à la réassurance pour réduire son exposition à tout sinistre ou événement en vertu des polices que nous émettons. La réassurance est aussi un élément essentiel du modèle d'entité de façade hybride de Trisura. La réassurance ne libère pas la Société de ses obligations envers les titulaires de police. La Société est ultimement exposée au risque lié aux limites de couverture prévue aux termes des polices d'assurance qu'elle souscrit, qu'elle ait ou non transféré une partie de cette exposition à des réassureurs. Si un réassureur refuse ou n'est pas en mesure de respecter ses obligations, la Société n'a pas le droit d'appliquer une réduction correspondante à ses obligations en matière de règlement des sinistres.

L'impossibilité pour la Société de recouvrer un montant de réassurance qui lui serait dû en vertu des ententes qu'elle a conclues pourrait avoir une incidence négative significative sur notre situation financière. La Société a élaboré une politique de gestion des risques de réassurance afin de gérer le risque de crédit lié aux montants à recouvrer auprès de réassureurs; cette politique précise notamment les critères à remplir pour faire appel à des réassureurs agréés, les notations minimales et les limites de concentration. Lorsque la Société a recours à un réassureur non agréé ou non noté, une garantie convenue entre les deux parties est utilisée pour gérer le risque de crédit.

Pour d'autres précisions sur la réassurance et la gestion par la Société des montants recouvrables auprès des réassureurs, se reporter à la note 8, Réassurance, et à la note 22.2, Risque de crédit, des états financiers consolidés.

Risque financier :

Les éléments importants du risque financier sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (qui comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et les autres risques de prix comme le risque sur actions). Les notes annexes aux états financiers consolidés de la Société fournissent d'autres précisions sur ces risques et sur la façon dont nous les surveillons et les contrôlons. Si ces risques se manifestent, ils pourraient avoir une incidence négative significative sur les activités, la situation financière et la performance de la Société.

1 – Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait la Société à subir une perte financière. Le risque de crédit découle principalement des placements dans des obligations et des titres à court terme, et des soldes à recevoir des courtiers d'assurance et des réassureurs. Les concentrations du risque de crédit découlent de l'exposition à un débiteur unique, à un groupe de débiteurs liés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque similaires, notamment parce qu'ils exercent leurs activités dans les mêmes secteurs ou dans des secteurs similaires. En ce qui concerne les primes à recevoir, la Société fait appel à des courtiers d'assurance, à des agents généraux directeurs et à des administrateurs de programmes à titre d'intermédiaires pour la distribution de ses produits, et est par conséquent assujettie au risque que ces agents ne remettent pas les primes qu'ils ont perçues en son nom. Au sujet du risque de crédit lié aux sommes à recouvrer en vertu de contrats de réassurance, se reporter à la rubrique « Capacité à recouvrer les montants à recevoir des réassureurs ». Nos politiques de placement permettent d'atténuer le risque de crédit en prévoyant notamment des exigences relatives aux types de placements permis, à la qualité de crédit, ainsi qu'à la taille et à la durée des placements. La direction surveille la qualité de crédit de façon continue. En ce qui concerne les primes à recevoir, la Société surveille les débiteurs et fait le suivi de tous les montants en souffrance pour s'assurer que des ententes de recouvrement satisfaisantes sont en place. Pour d'autres précisions sur la gestion du risque de crédit, se reporter à la note 22.2, Risque de crédit, des états financiers consolidés.

2 – Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier. De façon générale, les passifs financiers de la Société sont réglés par la remise de trésorerie à même les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation pour satisfaire à ses besoins en matière de liquidités, qui correspondent essentiellement aux charges d'exploitation ainsi qu'aux paiements au titre des sinistres et frais de règlement. Du fait de leur nature, l'échéancier et le montant des paiements au titre des sinistres et frais de règlement sont assujettis à une grande incertitude et doivent être estimés par des actuaires. Même si la Société a conclu des traités de réassurance en vertu desquels une tranche des règlements peut être recouvrée, notamment en les portant en réduction des primes à payer aux réassureurs, de tels recouvrements ne surviennent qu'une fois les paiements versés, ce qui peut prendre plusieurs mois. Par conséquent, la Société doit avoir accès à des liquidités suffisantes pour financer les montants bruts à payer, au besoin. La Société donne périodiquement des actifs en garantie en vertu de contrats de fiducie d'assurance et de réassurance, de sorte que ces actifs ne sont pas immédiatement disponibles pour les besoins généraux de la Société. Pour gérer ses besoins en liquidités, la Société conserve une partie de ses actifs sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et détient un portefeuille de placements très liquides assortis de notations élevées. La politique de placement de la Société énonce les critères à respecter en matière de qualité de crédit, ainsi que les limites acceptables pour l'exposition à un seul émetteur. Pour d'autres précisions sur la gestion du risque de liquidité, se reporter à la note 22.3, Risque de liquidité, des états financiers consolidés.

3 – Risque de marché

L'exposition au risque de marché découle des activités commerciales que nous exerçons, notamment des opérations de placement consistant à acheter ou à vendre des instruments financiers. Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché, qui seraient dues par exemple à la situation des marchés des capitaux, à la conjoncture économique en général ou à la situation politique. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et les autres risques de prix, comme le risque sur actions. Pour d'autres précisions sur la gestion du risque de marché, se reporter à la note 22.4, Risque de marché, des états financiers consolidés.

i) Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux de change. Étant donné qu'elle exerce ses activités aux États-Unis et au Canada et qu'elle est également active en Europe par l'intermédiaire de ses activités de réassurance, la Société est exposée au risque de change découlant des fluctuations des taux de change du dollar canadien et de l'euro par rapport au dollar américain. La Société est également exposée au risque de change du fait de ses placements dans des activités canadiennes libellés en dollars américains. Les positions de change de la Société sont passées en revue sur une base régulière, et la Société peut utiliser des dérivés pour gérer les risques de change.

ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque de perte financière découlant de variations des taux d'intérêt. Les obligations et les actions privilégiées sont assujetties au risque de taux d'intérêt, même si, dans le cas des obligations, dans la mesure où elles sont détenues jusqu'à l'échéance, le risque est limité au fait que le rendement du réinvestissement diffère du rendement initial jusqu'à l'échéance. La variation de la juste valeur des obligations est généralement inversement proportionnelle aux variations des taux d'intérêt du marché, ce qui a une incidence plus marquée sur les obligations de longue durée. Le solde des sinistres impayés de la Société est aussi assujéti au risque de taux d'intérêt, que la Société gère au moyen de sa politique de placement, qui tient compte de la durée moyenne des obligations, ainsi qu'au moyen de ses processus d'appariement des actifs et des passifs.

iii) Risque sur actions

Le risque sur actions correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs en raison des fluctuations des marchés boursiers. La Société gère et atténue son exposition au risque sur actions au moyen de sa politique de placement, qui fixe les expositions maximales aux titres de capitaux propres à l'échelle du portefeuille et par émetteur et qui exige une diversification des secteurs d'activité.

Publicité négative visant le secteur de l'assurance spécialisée

Bon nombre des produits et services de la Société sont destinés finalement à des consommateurs individuels. De temps à autre, des groupes de défense des consommateurs ou les médias attirent l'attention sur les produits et services d'assurance spécialisée ou sur la Société, exposant ainsi périodiquement celle-ci et le secteur de l'assurance spécialisée à de la publicité négative. Cette publicité négative peut à son tour entraîner un accroissement des examens approfondis réglementaires et juridiques des pratiques du secteur de l'assurance spécialisée, ainsi que des poursuites judiciaires. De telles conséquences risquent de faire augmenter les coûts d'exploitation de la Société, de peser sur sa rentabilité en nuisant à notre capacité de commercialiser nos produits et services et d'alourdir le fardeau de la réglementation là où la Société exerce ses activités.

Dépendance à l'égard des membres du personnel clé et maintien en poste des talents

Le succès de la Société repose sur les efforts personnels de la haute direction. La perte des services de ces membres du personnel clé pourrait avoir des répercussions négatives significatives sur les activités de la Société. Par ailleurs, la poursuite de la croissance de la Société dépend de sa capacité à attirer et à maintenir en poste des membres de la direction et des employés qualifiés, ainsi que de la capacité de ces membres du personnel clé à gérer la croissance de la Société. Les coûts et la concurrence sont élevés pour recruter et retenir des employés compétents. L'incapacité de la Société à maintenir en poste, à embaucher, à former ou à intégrer des employés et des sous-traitants qualifiés pourrait nous empêcher de maintenir et de développer notre entreprise. Parmi les membres du personnel clé, certains n'ont pas signé de clause de non-concurrence. Si ces employés devaient quitter la Société pour devenir des concurrents de celle-ci ou choisir de consacrer une part importante de leur temps à d'autres activités commerciales, cela pourrait avoir une incidence négative significative sur les activités, la situation financière et la performance de la Société. Les stratégies auxquelles la Société a recours pour gérer ce risque sont notamment la planification de la relève pour les employés clés, les sondages sur l'engagement des employés et la révision de la rémunération par des tiers.

Risque lié aux litiges

Dans le cours normal des activités, la Société peut faire l'objet de réclamations et de litiges pour des allégations d'erreurs ou d'omissions dans la souscription d'assurances spécialisées et le traitement des sinistres. La souscription d'assurances spécialisées et le traitement de demandes d'indemnités mettent en jeu des sommes importantes. La possibilité qu'il soit allégué dans ces réclamations pour négligence que la Société est responsable de la totalité ou d'une partie des sommes en cause pourrait inciter les demandeurs à chercher à obtenir d'importants dommages-intérêts et entraîner des coûts élevés pour assurer notre défense. Les réclamations pour négligence déposées contre la Société peuvent porter, par exemple, sur des erreurs ou des omissions ou encore des actes répréhensibles délibérés commis par des employés ou des agents de la Société dans le cadre de règlements de sinistres, de la souscription d'assurance, du traitement des plaintes de clients, d'une communication inappropriée et inadéquate aux clients des ententes relatives aux frais d'assureur, ou de la gestion des fonds que nous détenons en fiducie pour nos clients. Il n'est pas toujours possible de prévenir ou de détecter ces erreurs et omissions, et les précautions prises par la Société peuvent ne pas être efficaces dans certains cas. En dehors des litiges relatifs à nos polices d'assurance, nous pouvons également être visés par des litiges généraux et des litiges commerciaux. Si ces risques se manifestent, ils pourraient avoir une incidence négative significative sur les activités, la situation financière et la performance de la Société. En outre, un litige pourrait ternir la réputation de la Société ou détourner des ressources de la direction qui auraient pu être affectées à l'exploitation de notre entreprise.

Société de portefeuille

Trisura Group Ltd. est une société de portefeuille dont les éléments d'actif significatifs consistent principalement en des participations dans nos filiales en exploitation. Par conséquent, nous dépendons des distributions et d'autres paiements à recevoir de nos sociétés en exploitation pour obtenir les fonds nécessaires au respect des obligations financières de la société de portefeuille. Nos sociétés en exploitation sont distinctes de Trisura Group Ltd. sur le plan juridique; la capacité de certaines d'entre elles à verser des dividendes et des distributions, ou à mettre autrement des fonds à la disposition de Trisura Group Ltd. pourrait, actuellement ou dans le futur, être limitée conformément aux lois locales, aux exigences réglementaires et aux ententes contractuelles de ces entreprises, y compris les ententes qui régissent les arrangements de financement des entreprises. Nos sociétés en exploitation sont généralement tenues de remplir leurs obligations envers les titulaires de police et autres obligations avant de pouvoir verser des distributions à Trisura Group Ltd.

Conséquences négatives des modifications réglementaires

Le secteur de l'assurance spécialisée étant fortement réglementé, une modification apportée à la réglementation de ce secteur dans un territoire où nous exerçons nos activités, ou une réglementation accrue, peut avoir une incidence importante sur les activités et les résultats financiers de la Société. La Société est assujettie aux lois, aux règles et aux règlements en vigueur dans les territoires où elle exerce ses activités, soit au Canada, aux États-Unis et à la Barbade. Ces lois, règles et règlements régissent de nombreux aspects de nos activités, dont les actifs dans lesquels nous pouvons investir, les niveaux de capitaux et de surplus d'apport ainsi que les normes de solvabilité que nous devons respecter, et le montant des dividendes que nous pouvons déclarer et payer. La modification de ces lois, règles et règlements est difficile à prévoir; or, une telle modification pourrait avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. De plus, il est possible que des lois, règles ou règlements plus restrictifs encore soient adoptés dans l'avenir, ce qui augmenterait la difficulté de s'y conformer ou les coûts connexes. Trisura Canada est régie par le BSIF, de même que par d'autres organismes de réglementation provinciaux dans les provinces où elle exerce ses activités. Trisura États-Unis est régie par le Department of Insurance de l'Oklahoma, ainsi que les organismes de réglementation des autres États dans lesquels elle exerce ses activités. Trisura International est régie par la Financial Services Commission de la Barbade. Chacun de ces organismes de réglementation dispose de pouvoirs généraux de surveillance et de réglementation concernant les permis, les exigences de capitaux de solvabilité, les placements, les dividendes, la gouvernance d'entreprise, les exigences relatives aux membres du personnel clé, les règles de conduite, les examens périodiques et les exigences en matière de présentation de l'information financière. Les organismes de réglementation ont l'autorité nécessaire pour prendre des mesures d'application et imposer des sanctions, notamment en interdisant à une entité réglementée d'entreprendre une action ou en lui enjoignant de prendre les mesures correctives nécessaires, en donnant des amendes ou des avis de cotisation et en retirant leur autorisation. Dans certaines circonstances, les organismes de réglementation peuvent prendre le contrôle d'une société d'assurance ou de réassurance réglementée. Rien ne garantit que, dans certaines circonstances, ces organismes de réglementation ne prendront pas de telles mesures à l'encontre de Trisura Canada, de Trisura États-Unis ou de Trisura International, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur les activités, la situation financière et la performance de la Société.

Restrictions en matière de changement de contrôle figurant dans les lois des États-Unis en matière d'assurance

Les lois de l'État de l'Oklahoma, où Trisura États-Unis est domiciliée, exigent que tout changement de contrôle d'une société d'assurance ait préalablement été autorisé par le Department of Insurance de l'Oklahoma. On entend par « contrôle » le fait qu'une entité ait le pouvoir d'orienter, directement ou indirectement, les décisions de gestion et les politiques d'une société d'assurance réglementée, parce qu'elle détient des titres avec droit de vote, par voie de contrat ou autrement. Le contrôle est présumé exister lorsque l'entité détient, directement ou indirectement, au moins 10 % des titres avec droit de vote d'une société d'assurance domiciliée en Oklahoma ou d'une entité exerçant un contrôle sur une société d'assurance domiciliée en Oklahoma. Toute personne désireuse d'acquérir le « contrôle » de la Société devrait au préalable obtenir l'autorisation du Department of Insurance de l'Oklahoma ou déposer les avis de non-responsabilité appropriés. Ces lois pourraient décourager d'éventuelles propositions d'acquisition et retarder ou empêcher un changement de contrôle de la Société, y compris par voie de transactions (plus particulièrement de transactions spontanées), que pourrait envisager une partie ou la totalité de nos actionnaires.

Contraintes réglementaires à l'utilisation d'accords de façade

Trisura conclut des accords en vertu desquels elle autorise que son statut de titulaire de permis soit utilisé en partenariat avec des réassureurs de grande qualité disposant de garanties, afin d'émettre des polices d'assurance établies par des administrateurs de programmes ou des courtiers. L'administrateur de programme souscrit les polices (en respectant les taux et les modèles de police convenus entre Trisura et ses réassureurs) et administre les affaires, tandis que les réassureurs réassurent une part importante des risques. Il s'agit de ce qu'on appelle un accord « de façade » hybride. Dans certains cas, la totalité du risque d'assurance est cédée. Trisura reçoit une commission et partage sa quote-part des bénéfices ou des pertes liées aux affaires qu'elle souscrit avec les réassureurs. Certains organismes de réglementation des assurances pourraient s'opposer aux accords de façade conclus par Trisura.

Malgré les restrictions que les lois étatiques imposent aux assureurs cédants, la loi intitulée Non-admitted and Reinsurance Reform Act contenue dans la loi des États-Unis intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act (la « Loi NRRA ») prévoit que toutes les lois d'un État qui n'est pas l'État de résidence d'un assureur cédant (sauf celles qui ont trait aux impôts et aux cotisations à l'égard des assureurs ou des revenus d'assurance) ne s'appliquent pas dans la mesure où les lois de l'État de résidence sont par ailleurs appliquées aux contrats de réassurance des assureurs cédants non résidents. La Loi NRRA confère principalement à l'État de résidence du réassureur le pouvoir de réglementer la solvabilité financière du réassureur et exige qu'un crédit pour réassurance soit comptabilisé pour une société cédante non résidente si l'État de résidence de la société cédante le permet. Un organisme étatique de réglementation des assurances pourrait ne pas considérer que la Loi NRRA l'emporte sur sa conclusion voulant qu'un réassureur non autorisé doive obtenir une licence ou qu'une loi interdise à Trisura de conclure un accord de façade. Toutefois, une telle conclusion ou une incompatibilité entre les lois d'un État et la Loi NRRA pourrait engendrer une incertitude réglementaire quant aux activités de façade de Trisura, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos perspectives.

Acquisitions futures

Un élément de la stratégie de croissance de la Société consiste en la recherche d'occasions d'acquisitions. Nous faisons face à la concurrence pour les acquisitions, y compris de la part de nos concurrents, dont plusieurs disposent de ressources financières supérieures aux nôtres. Rien ne garantit que nous mènerons à terme des acquisitions. En outre, les acquisitions futures comporteront vraisemblablement certains ou l'ensemble des risques suivants, qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société : la difficulté d'intégrer les activités et le personnel acquis à nos activités existantes; la perturbation potentielle de nos activités existantes; le détournement des ressources, y compris le temps et l'attention de la direction de la Société; la difficulté de gérer la croissance d'une plus grande organisation; le risque de ne pas obtenir les avantages attendus; le risque de pénétrer des marchés dans lesquels nous n'avons pas beaucoup d'expérience; le risque de devenir partie à des conflits de travail ou à des différends ou des litiges commerciaux ou réglementaires liés à la nouvelle entreprise; le risque de prendre en charge des obligations, notamment en matière d'environnement, liées à l'entreprise acquise; et le risque d'un changement de contrôle découlant d'une acquisition qui ouvre des droits de tiers ou d'organismes d'État prévus dans des contrats conclus avec l'entreprise en exploitation qui est en voie d'être acquise ou prévus par des autorisations qu'elle détient. Il se peut que les contrôles diligents menés à l'égard de l'entreprise en voie d'être acquise ne révèlent pas tous les risques significatifs ou ne décèlent pas l'élément déclencheur d'un changement de contrôle que contiendrait une autorisation ou un contrat significatif, ou qu'une contrepartie contractuelle ou un organisme d'État donne à une telle clause une interprétation différente de la nôtre, ce qui provoquerait un différend.

Incapacité de générer suffisamment de liquidités pour assurer le service de la dette existante

La capacité de la Société de rembourser le capital et les intérêts sur l'encours de notre dette dépendra de sa performance financière future et sa capacité de générer des liquidités dépendra de nombreux facteurs, dont certains peuvent être indépendants de sa volonté, comme le contexte économique, financier et réglementaire général. Si la Société ne peut pas générer suffisamment de flux de trésorerie dans l'avenir pour assurer le service de sa dette ou si elle ne peut pas renouveler la facilité de crédit ou tout autre emprunt selon les modalités existantes, elle pourrait être obligée de refinancer sa dette, d'obtenir un financement supplémentaire (selon des modalités qui pourraient être moins avantageuses que celles qui s'appliquent à l'heure actuelle) ou de vendre des actifs. La Société pourrait être incapable de mettre ces stratégies en œuvre, ou de le faire selon des modalités satisfaisantes ou en temps opportun. Toute incapacité de la Société de s'acquitter de ses obligations au titre du service de la dette ou de respecter ses clauses restrictives entraînerait un défaut à l'égard de la facilité de crédit ou de tout autre emprunt existant.

Futures exigences en matière de capital

Les futures exigences en matière de capital de la Société seront tributaires de nombreux facteurs, notamment la performance des activités canadiennes, la poursuite du développement de nos activités américaines, l'état de la concurrence, et les exigences des organismes de réglementation et des agences de notation. Rien ne garantit que du financement sera disponible pour la Société, ni qu'il le sera selon des modalités acceptables. La mobilisation de fonds supplémentaires au moyen de l'émission de titres de capitaux propres pourrait avoir un effet dilutif pour nos actionnaires existants. Si elle ne dispose pas de fonds suffisants, la Société pourrait être obligée de retarder, de réduire ou d'abandonner ses plans de croissance. L'incapacité d'obtenir du financement ou une aide financière similaire pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Volatilité potentielle du cours des actions ordinaires

Le cours des actions ordinaires pourrait être volatil et fluctuer considérablement en raison de nombreux facteurs, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société, y compris, sans s'y limiter, les facteurs suivants : i) les fluctuations réelles ou prévues des résultats d'exploitation trimestriels de la Société; ii) les changements dans les estimations concernant la performance financière future de la Société; iii) les recommandations des analystes de recherche en valeurs mobilières; iv) les changements dans le rendement économique ou la valeur de marché des titres d'autres émetteurs que les investisseurs jugent comparables à ceux de la Société; v) l'arrivée ou le départ de membres de notre haute direction et d'autres membres clés du personnel; vi) les ventes, réelles ou prévues, d'actions ordinaires additionnelles; vii) les acquisitions, regroupements d'entreprises, partenariats stratégiques, coentreprises ou engagements en capital d'importance touchant la Société ou ses concurrents; viii) la modification réelle ou éventuelle de lois, de règles ou de règlements applicables à nos activités; ix) l'état général des marchés des valeurs mobilières; x) des changements et l'évolution de la conjoncture économique, politique ou sociale, y compris ceux liés à la COVID-19 et à l'interruption de l'activité économique mondiale; xi) l'importance et la liquidité du marché pour la négociation des actions ordinaires; xii) les nouvelles concernant les tendances, les préoccupations, les progrès technologiques, l'évolution de la concurrence, les changements dans la réglementation et d'autres questions connexes relatives à notre secteur ou à nos marchés cibles; et xiii) la concrétisation d'autres risques décrits dans cette rubrique.

Dans le passé, les marchés des capitaux ont connu d'importantes variations de cours et de volume qui ont particulièrement influé sur le cours des titres de capitaux propres d'entités ouvertes et qui, dans de nombreux cas, n'avaient aucun rapport avec la performance opérationnelle, la valeur des actifs sous-jacents ou les perspectives de ces entités. Par conséquent, le cours des actions ordinaires pourrait diminuer même si les résultats d'exploitation, la valeur des actifs sous-jacents ou les perspectives de la Société ne changent pas. De plus, ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs connexes, pourraient entraîner une baisse de la valeur des actifs qui ne serait pas considérée comme temporaire, ce qui pourrait entraîner des pertes de valeur. Par ailleurs, certains investisseurs institutionnels pourraient prendre leurs décisions d'investissement après avoir analysé les pratiques et la performance de la Société en matière de gouvernance et de responsabilité sociale par rapport à leurs propres lignes directrices et critères en matière d'investissement et, si la Société ne respecte pas ces critères, ces investisseurs pourraient limiter leurs placements dans les actions ordinaires de celle-ci ou s'abstenir de faire de tels placements, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur le cours des actions ordinaires. Rien ne garantit que les cours et les volumes des opérations ne subiront pas de fluctuations. La volatilité et la perturbation soutenues des marchés pendant une période prolongée pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités et le cours des actions ordinaires de la Société.

Risque de liquidité lié aux petites sociétés

Trisura est une société relativement petite au chapitre de la capitalisation boursière. Ainsi, le cours des actions ordinaires peut être plus volatil que celui des actions des sociétés de plus grande taille et mieux établies. La fréquence de négociation des actions ordinaires et le volume des opérations effectuées sur celles-ci sont inférieurs à ceux des actions de grandes sociétés. Par conséquent, l'achat ou la vente d'actions ordinaires en temps utile pourrait être plus difficile que l'achat ou la vente d'actions de grandes sociétés sur le marché secondaire. En outre, le nombre de nos actions ordinaires en circulation à tout moment pourrait être relativement peu élevé; ainsi, la vente ou l'achat d'actions ordinaires pourrait avoir une plus grande incidence sur le cours de celles-ci.

Ventes futures d'une part importante du capital social

Les statuts de Trisura, dans leur version modifiée, prévoient que la Société peut émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, un nombre illimité d'actions sans droit de vote et un nombre illimité d'actions privilégiées (pouvant être émises en séries), sous réserve des règles de toute bourse de valeurs à la cote de laquelle les titres de Trisura peuvent être inscrits à l'occasion. Toute émission par Trisura d'actions ordinaires, d'actions sans droit de vote ou d'actions privilégiées additionnelles ou d'autres catégories d'actions autorisées dont la conversion ou l'échange donne droit à des actions ordinaires pourrait réduire et diluer le pourcentage de propriété des porteurs existants. Nous ne pouvons prévoir les modalités des placements futurs de nos titres ni l'incidence qu'auront ces placements sur le cours des actions ordinaires. Toute émission d'un pourcentage important de titres de Trisura, ou la perception qu'une telle émission pourrait se produire, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur le cours des actions ordinaires et limiter notre capacité de financer nos activités au moyen d'opérations de mobilisation de capitaux dans l'avenir. Le conseil d'administration a le pouvoir d'émettre des actions sans droit de vote et des actions privilégiées ainsi que de déterminer le prix, la désignation, les droits (y compris les droits de vote et les droits aux dividendes), le rang, les privilèges, les restrictions et les conditions des actions privilégiées, de même que les personnes en faveur de qui les actions sans droit de vote et les actions privilégiées sont émises.

Interruption des activités en raison d'événements catastrophiques non prévisibles

La Société pourrait subir des pertes en raison de la perturbation des activités d'exploitation. Le fonctionnement habituel de nos activités d'exploitation peut être perturbé par des catastrophes d'origine naturelle, comme des ouragans, des vents violents, des tremblements de terre, des tempêtes de grêle, des explosions, de fortes intempéries hivernales et des incendies, par des catastrophes d'origine humaine, comme des hostilités, des actes terroristes, des émeutes, des accidents et des déraillements, par des perturbations subies par nos fournisseurs clés, par exemple, des fournisseurs d'électricité, de services Internet et d'infonuagique, ou par une épidémie ou une pandémie. Certains événements peuvent par ailleurs endommager physiquement les biens de la Société ou toucher notre personnel clé ou nos positions de négociation. La Société dispose de plans de continuité des activités et de plans de reprise après sinistre technologique. Si ces plans ne peuvent être mis en œuvre, sont inefficaces ou ne tiennent pas compte de ces événements, les pertes pourraient augmenter davantage.

Dépendance à l'égard de la technologie

La Société est fortement dépendante de la technologie des systèmes pour traiter des volumes élevés d'opérations et, si la technologie employée était inadéquate ou inappropriée pour soutenir les besoins et les objectifs commerciaux actuels et futurs, notre entreprise en subirait les contrecoûts. Afin d'assurer la capacité de la Société à faire face aux éventuelles défaillances informatiques et à atténuer le risque inhérent à celles-ci, nous avons doté chacune de nos sociétés en exploitation de plans de reprise après sinistre technologique.

Cybersécurité

Nos systèmes de technologies de l'information pourraient être la cible d'une attaque cyberterroriste visant à obtenir un accès non autorisé à nos renseignements commerciaux de nature exclusive, dans un but de destruction de données ou de mise hors service, de détérioration ou de sabotage de nos systèmes, souvent au moyen de logiciels malveillants, de piratage psychologique et de cyberattaques ou par d'autres moyens, lesquels pourraient provenir de nombreuses sources à l'interne ou de tiers inconnus. Si nos systèmes informatiques sont compromis, ne fonctionnent pas ou sont désactivés, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos perspectives d'affaires, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. De plus, si nos systèmes informatiques sont compromis et que des renseignements permettant d'identifier une personne sont divulgués, nous pourrions nous voir imposer des obligations d'information réglementaires susceptibles de causer une importante atteinte à notre réputation ou de nous exposer à un litige. Nous nous efforçons d'atténuer ce risque au moyen du renforcement de la sécurité et de la surveillance des réseaux, d'évaluations de la vulnérabilité menées par des tiers, de la formation et de la sensibilisation du personnel, de sauvegardes des données, de l'élaboration de plans de reprise après catastrophe, et de planification en cas d'atteinte à la vie privée.

Autres risques liés à l'exploitation

Dans le cadre de nos activités, nous comptons sur des employés, des systèmes, des partenaires de distribution et des fournisseurs et prestataires de services tiers. Nous sommes exposés au risque de défaillance de l'un de ces intervenants, que cette défaillance soit due à une erreur, à une fraude, à un crime, à une absence de conformité avec les exigences réglementaires ou au non-respect de politiques internes, ou à toute autre raison. Il n'est pas toujours possible de repérer et de corriger ces défaillances; les processus que nous avons mis en place à l'interne pour détecter les situations à risque et atténuer ce risque pourraient ne pas être efficaces dans tous les cas. Notre réputation, notre situation financière et nos résultats d'exploitation pourraient alors en souffrir. Dans le cours de nos activités, nous nous appuyons sur des estimations et nous utilisons des modèles conçus à l'interne ou fournis par des tiers. Ces modèles comportent un degré élevé d'incertitude et s'appuient sur des données historiques, des scénarios et des jugements qui pourraient ne pas correspondre aux conditions futures. Par exemple, nous utilisons des modèles pour estimer la perte maximale probable associée aux activités de cautionnement de contrats, soutenir nos décisions d'achat de réassurance, prendre des décisions de placement, procéder à la tarification et déterminer le montant des provisions. Les estimations fournies par les modèles peuvent s'écarter de façon importante de la réalité, ce qui aurait une incidence négative importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Risque lié à l'impôt

La Société est assujettie aux impôts sur le revenu et les primes en vigueur dans les territoires où elle exerce ses activités, notamment au Canada, aux États-Unis et à la Barbade. La modification des lois fiscales ou de la manière dont les autorités gouvernementales les interprètent, de façon prospective ou rétrospective, pourrait réduire considérablement notre rentabilité. Les actifs d'impôt différé sont uniquement comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'ils seront réalisés. Des estimations sont utilisées pour déterminer la valeur du solde des actifs d'impôt différé, selon l'hypothèse que la Société générera un bénéfice imposable au cours des exercices futurs. Des estimations sont utilisées pour déterminer le solde de l'impôt à payer selon les lois fiscales applicables. L'incapacité de la Société d'atteindre la rentabilité prévue pourrait empêcher la réalisation de l'actif d'impôt différé, ce qui aurait une incidence négative importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

RUBRIQUE 8 – AUTRES RENSEIGNEMENTS

NOTATIONS

La principale filiale en exploitation au Canada de Trisura obtient la notation A- (excellent) attribuée par A.M. Best depuis 2012, notation que cette dernière a confirmée avec une perspective stable en décembre 2021. La principale filiale en exploitation aux États-Unis de Trisura a obtenu la notation A- (excellent) avec une perspective stable de A.M. Best en septembre 2017, notation également confirmée la dernière fois en décembre 2021. En s'appuyant sur le bilan consolidé de la Société, A.M. Best a relevé la catégorie de taille financière de ces entités pour la faire passer de la catégorie VIII à la catégorie IX (capital de 250 M\$ US à 500 M\$ US) en décembre 2021.

En mars 2021, DBRS Morningstar a attribué une notation de solidité financière de A (faible) à ces entités et une notation d'émetteur de BBB à Trisura Group Ltd.

SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Tableau 8.1

	T4 2021	T4 2020	Variation (\$)	2021	2020	Variation (\$)
Bénéfice net	10 295	10 949	(654)	62 559	32 442	30 117
Éléments sans effet sur la trésorerie	5 559	(3 439)	8 998	21 579	3 107	18 472
Variation du fonds de roulement	113 822	23 958	89 864	244 047	81 412	162 635
Profits réalisés	(2 261)	(1 223)	(1 038)	(4 096)	(22 666)	18 570
Impôt sur le résultat payé	(4 537)	(1 860)	(2 677)	(15 705)	(9 808)	(5 897)
Intérêts payés	(1 079)	(223)	(856)	(1 535)	(1 144)	(391)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	121 799	28 162	93 637	306 849	83 343	223 506
Produit de la cession de placements	27 384	37 776	(10 392)	135 730	238 827	(103 097)
Achats de placements	(52 559)	(50 152)	(2 407)	(280 918)	(331 933)	51 015
Achats d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, montant net	(481)	(673)	192	(3 460)	(1 296)	(2 164)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(25 656)	(13 049)	(12 607)	(148 648)	(94 402)	(54 246)
Émission d'actions	456	–	456	1 315	65 143	(63 828)
Actions rachetées dans le cadre du régime d'unités d'actions restreintes	44	–	44	(2 011)	–	(2 011)
Produit de l'émission de titres d'emprunt	–	–	–	75 000	–	75 000
Emprunts	–	11 459	(11 459)	26 970	44 159	(17 189)
Emprunts remboursés	–	(11 459)	11 459	(54 525)	(44 159)	(10 366)
Tranche en capital des paiements de loyers	(442)	(318)	(124)	(1 596)	(1 515)	(81)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	58	(318)	376	45 153	63 628	(18 475)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	96 201	14 795	81 406	203 354	52 569	150 785
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	245 332	124 875	120 457	136 519	85 905	50 614
Écart de change	(214)	(3 151)	2 937	1 446	(1 955)	3 401
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin de l'exercice	341 319	136 519	204 800	341 319	136 519	204 800

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

Au quatrième trimestre de 2021 et pour l'ensemble de l'exercice, la hausse des flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation était principalement attribuable à l'augmentation du fonds de roulement découlant de nos activités aux États-Unis et au Canada. Dans les deux cas, l'augmentation tenait pour l'essentiel à la croissance des affaires. L'augmentation a été plus importante en 2021 qu'en 2020, tant pour le quatrième trimestre que pour l'ensemble de l'exercice, du fait de la croissance des affaires.

Les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement au quatrième trimestre de 2021 et pour l'ensemble de l'exercice reflètent principalement les achats et les cessions de placements de portefeuille au sein des filiales en exploitation. Au quatrième trimestre de 2021, les achats de placements ont été comparables à ceux du quatrième trimestre de 2020. Les achats de placements pour l'ensemble de l'exercice 2021 ont diminué par rapport à l'ensemble de l'exercice 2020, des flux de trésorerie plus importants ayant été affectés au portefeuille en 2020 à la suite de la mobilisation de capitaux propres durant cet exercice. Les cessions de placements au quatrième trimestre de 2021 et pour l'ensemble de l'exercice ont diminué par rapport au quatrième trimestre de 2020 et pour l'ensemble de l'exercice, en raison de la rotation plus faible des placements en portefeuille par rapport à l'exercice précédent.

Au quatrième trimestre de 2021, la hausse des flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement a été comparable à celle enregistrée au quatrième trimestre de 2020. Pour l'ensemble de l'exercice 2021, les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement ont augmenté en raison du produit de 75,0 M\$ tiré de l'émission de titres d'emprunt, qui a été affecté en partie au remboursement de l'encours de l'emprunt de 27,0 M\$. Pour l'ensemble de l'exercice 2021, les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement ont diminué par rapport à l'ensemble de l'exercice 2020, la mobilisation de capitaux propres en 2020 ayant permis de générer davantage de capital que l'émission de titres d'emprunt en 2021. Les résultats pour l'ensemble de l'exercice 2021 comprennent la variation des soldes relatifs aux emprunts et aux emprunts remboursés découlant du remboursement du solde impayé de l'emprunt libellé en dollars américains, qui a été remplacé par un nouvel emprunt libellé en dollars canadiens. En 2020, la variation des soldes relatifs aux emprunts et aux emprunts remboursés tenait au remboursement du solde impayé de l'emprunt libellé en dollars canadiens, qui avait été remplacé par le solde d'un nouvel emprunt libellé en dollars américains. La légère augmentation du nombre d'actions émises pour l'ensemble de l'exercice 2021 est attribuable à l'exercice de certaines options.

INFORMATION SECTORIELLE

Tableau 8.2

	Au 31 décembre 2021				
	Trisura Canada	Trisura États-Unis	Trisura International	Siège social ¹	Total ²
Actifs ³	1 095 984	1 795 027	111 022	(1 679)	3 000 354
Passifs ³	929 845	1 582 280	99 408	30 032	2 641 565
Capitaux propres ³	166 139	212 747	11 614	(31 711)	358 789
Valeur comptable par action (\$)	4,03	5,16	0,28	(0,77)	8,70

1. Les résultats du siège social comprennent les ajustements de consolidation.

2. Le total reflète les actifs, les passifs et la valeur comptable par action du groupe compte tenu des ajustements de consolidation.

3. Les montants propres aux secteurs constituent des mesures financières supplémentaires. Le montant total est présenté dans les états financiers consolidés.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Tableau 8.3

	Au 31 décembre 2020				
	Trisura Canada	Trisura États-Unis	Trisura International	Siège social ¹	Total ²
Actifs ³	541 603	1 021 020	121 347	22 762	1 706 732
Passifs ³	431 858	864 983	108 295	11 732	1 416 868
Capitaux propres ³	109 745	156 037	13 052	11 030	289 864
Valeur comptable par action (\$)	2,67	3,80	0,32	0,27	7,06

1. Les résultats du siège social comprennent les ajustements de consolidation.

2. Le total reflète les actifs, les passifs et la valeur comptable par action du groupe compte tenu des ajustements de consolidation.

3. Les montants propres aux secteurs constituent des mesures financières supplémentaires. Le montant total est présenté dans les états financiers consolidés.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Tableau 8.4

Au 31 décembre 2021	Paiements exigibles par période			
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Par la suite
Encours de la dette	75 000	—	75 000	—
Paiements d'intérêts sur la dette ¹	8 913	1 981	6 932	—
Obligations locatives ²	11 296	2 235	7 593	1 468
Total des obligations contractuelles	95 209	4 216	89 525	1 468

1. Selon le taux d'emprunt fixe de la Société applicable aux billets non garantis de premier rang en circulation. Se reporter à la note 16.2 des états financiers consolidés de la Société pour des détails.

2. Se reporter à la note 10 des états financiers consolidés de la Société pour des détails au sujet des contrats de location.

Tableau 8.5

Au 31 décembre 2020	Paiements exigibles par période			
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Par la suite
Encours de la dette ¹	27 555	11 459	16 096	—
Paiements d'intérêts sur la dette ²	995	397	598	—
Obligations locatives ³	10 278	1 566	6 212	2 500
Total des obligations contractuelles	38 828	13 422	22 906	2 500

1. Se reporter à la note 16.1 des états financiers consolidés de la Société pour des détails au sujet de l'emprunt.

2. Selon le plus récent taux d'emprunt applicable à l'emprunt en cours de la Société.

3. Se reporter à la note 10 des états financiers consolidés de la Société pour des détails au sujet des contrats de location.

En avril 2020, la facilité de crédit renouvelable d'une durée de cinq ans de la Société a été modifiée afin de faire passer la capacité d'emprunt de la Société de 35 000 \$ à 50 000 \$.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Se reporter aux notes 4, 5, 6, 18 et 19 des états financiers consolidés de la Société pour des détails sur le classement dans les états financiers de la variation de la juste valeur des instruments financiers, les hypothèses importantes formulées pour calculer la juste valeur, ainsi que les montants des produits, des charges, des profits et des pertes se rapportant à ces instruments.

ESTIMATIONS COMPTABLES

Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour de l'information sur les estimations comptables relatives aux sinistres impayés et frais de règlement, aux placements de niveau 3, aux montants recouvrables auprès des réassureurs, à la charge d'impôt sur le résultat, ainsi qu'à la dépréciation des instruments financiers.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

RUBRIQUE 9 – SOMMAIRE DES RÉSULTATS

RÉSULTATS TRIMESTRIELS CLÉS

Tableau 9.1

	2021				2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Primes brutes souscrites	484 740	404 678	363 514	310 274	314 200	239 607	202 683	169 952
Primes nettes souscrites et honoraires	128 566	115 989	112 312	91 149	98 059	71 195	52 748	49 041
Total des produits	106 549	91 682	86 721	64 925	69 494	60 095	52 455	44 588
Bénéfice net	10 295	16 057	16 889	19 318	10 949	6 535	6 587	8 371
BPA – de base (en dollars)	0,25	0,39	0,41	0,47	0,27	0,16	0,17	0,24
BPA – dilué (en dollars)	0,24	0,38	0,40	0,46	0,26	0,16	0,17	0,24
Total de l'actif	3 000 354	2 575 613	2 203 460	1 886 686	1 706 732	1 517 516	1 327 613	1 143 064
Total des passifs financiers non courants	75 000	75 000	74 429	16 000	16 096	28 869	29 494	33 704

Les soldes présentés ci-dessus ont généralement augmenté au fil du temps, ce qui reflète la croissance des activités.

RÉSULTATS ANNUELS CLÉS

Tableau 9.2

	2021	2020	2019
Primes brutes souscrites	1 563 206	926 442	448 262
Primes nettes souscrites et honoraires	448 016	271 043	154 834
Total des produits	349 877	226 632	145 602
Bénéfice net	62 559	32 442	5 094
BPA – de base (en dollars)	1,52	0,83	0,17
BPA – dilué (en dollars)	1,49	0,82	0,17
Distributions ou dividendes en trésorerie par action	–	–	1,50
Total de l'actif	3 000 354	1 706 732	978 393
Total des passifs financiers non courants ¹	75 000	16 096	29 700

1. Se reporter à la note 16 des états financiers consolidés de la Société pour des détails au sujet de l'encours de la dette.

RUBRIQUE 10 – QUESTIONS RELATIVES À LA COMPTABILITÉ ET À LA COMMUNICATION DE L'INFORMATION

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Nous maintenons des systèmes d'information, des procédures et des contrôles afin de nous assurer que l'information nouvelle est présentée en temps opportun et de manière complète et fiable. La direction de la Société, à la demande et sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances de la Société, a évalué l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information de la Société (au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs [le « Règlement 52-109 »]) au 31 décembre 2021 et elle a conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le cadre de contrôle utilisé pour concevoir le système de contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Nous maintenons un contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon la définition du Règlement 52-109), et le chef de la direction et le chef des finances de la Société ont conclu que ce contrôle interne était conçu de manière à donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés aux fins de la publication de l'information financière conformément aux normes IFRS. La direction a vérifié si des modifications avaient été apportées à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 qui auraient eu une incidence significative, ou auraient été raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière, et a conclu qu'aucun changement de cet ordre n'avait été apporté.

MESURES D'EXPLOITATION

Nous utilisons des mesures d'exploitation pour évaluer notre performance opérationnelle.

Mesures d'exploitation	Définition et utilité
Valeur comptable par action	Capitaux propres, divisés par le nombre total d'actions en circulation. <i>Mesure utilisée pour calculer la valeur par action d'une société en fonction des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.</i>
Ratio combiné	Somme du ratio sinistres-primés et du pourcentage des frais généraux. L'écart entre 100 % et le ratio combiné représente le bénéfice de souscription exprimé en pourcentage des PNA, ou la marge de souscription. <i>Un ratio combiné inférieur à 100 % témoigne de résultats de souscription rentables, tandis qu'un ratio combiné supérieur à 100 % témoigne de résultats de souscription non rentables.</i>
Ratio d'endettement	Total de l'encours de la dette à la fin de la période de présentation de l'information financière, divisé par la somme du solde de l'encours de la dette et du total des capitaux propres.
Pourcentage des frais généraux	Montant net des charges liées aux commissions et des charges d'exploitation (déduction faite des honoraires liés à nos activités canadiennes), exprimé en pourcentage des PNA. <i>Mesure visant à évaluer la rentabilité de la souscription avant impôt.</i>
Honoraires exprimés en pourcentage des primes cédées	Honoraires tirés des primes souscrites divisés par les primes souscrites cédées. <i>Mesure indiquant le taux des honoraires générés par les primes cédées et pouvant compléter les évaluations de la rentabilité de la souscription avant impôt.</i>
Ratio d'exploitation de façade	Somme des sinistres nets et frais de règlement, des commissions nettes et des charges d'exploitation, divisée par la somme des PNA et des honoraires de façade. <i>Mesure de la rentabilité de la souscription avant impôt.</i>
Ratio sinistres-primés	Montant net des sinistres et frais de règlement engagés exprimé en pourcentage des PNA. <i>Mesure des sinistres utilisée pour évaluer la rentabilité de la souscription avant impôt.</i>
Ratio sinistres-primés : année de survenance courante	Représente notre ratio sinistres-primés pour l'année en cours de manière à exclure les événements des années antérieures. <i>Mesure des sinistres de l'année en cours utilisée pour évaluer la rentabilité de la souscription avant impôt.</i>
Ratio sinistres-primés : événements des années antérieures	Montant net des sinistres et frais de règlement des années de survenance antérieures, exprimé en pourcentage des PNA. <i>Mesure des sinistres des années de survenance antérieures utilisée pour évaluer la rentabilité de la souscription avant impôt.</i>
RCP	Bénéfice net de la période de 12 mois précédant la date de clôture, divisé par la moyenne des capitaux propres ordinaires pour la même période, ajusté pour tenir compte des importantes opérations sur capitaux propres, le cas échéant. <i>Mesure de la rentabilité historique après impôt.</i>
RCP ajusté	RCP calculé au moyen du bénéfice net ajusté de la période de 12 mois précédant la date de clôture. <i>Autre mesure de la rentabilité après impôt, ajustée pour tenir compte de certains éléments de manière à normaliser le bénéfice des activités principales afin de mieux refléter nos activités en Amérique du Nord.</i>

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

Bénéfice net ajusté	Bénéfice net, ajusté pour éliminer l'incidence de certains éléments de manière à normaliser le bénéfice afin de mieux refléter nos activités spécialisées en Amérique du Nord. Les éléments qui ne sont pas liés aux activités principales comprennent les profits nets (pertes nettes) et la perte nette (le profit net) sur les rentes d'assurance-vie. Les ajustements visent également des éléments qui pourraient ne pas être récurrents, comme la perte à la vente d'actifs d'assurance structurés, l'incidence des programmes de réassurance contre les catastrophes et certains ajustements fiscaux. Des ajustements sont aussi effectués au titre de la rémunération fondée sur des actions. <i>Mesure de la rentabilité après impôt utilisée dans le calcul du BPA ajusté et du RCP ajusté.</i>
TCM	Nos activités canadiennes réglementées présentent les résultats du TCM comme le prescrit le BSIF dans la Ligne directrice A – Test du capital minimal, telle que modifiée, mise à jour ou complétée de temps à autre. <i>Le TCM détermine les niveaux de capital réglementaire aux fins de la surveillance requis par nos activités canadiennes réglementées.</i>
Taux de rétention	PNS exprimées en pourcentage des PBS. <i>Mesure des primes brutes souscrites qui ne sont pas cédées à des réassureurs, laquelle peut être utilisée pour évaluer le risque d'assurance.</i>
Moyenne des capitaux propres des 12 derniers mois	Capitaux propres sur la période des 12 derniers mois, ajustés pour tenir compte des importantes opérations sur capitaux propres et des mobilisations de capitaux propres, le cas échéant. <i>Mesure utilisée pour calculer le RCP ajusté.</i>
Revenu de souscription net	Somme des primes nettes acquises et des honoraires. <i>Mesure utilisée pour calculer le bénéfice de souscription net.</i>
Bénéfice de souscription net	Revenu de souscription net, déduction faite des sinistres nets et frais de règlement, des commissions nettes et des charges d'exploitation. <i>Mesure de la rentabilité de la souscription avant impôt.</i>
Produits tirés des honoraires différés	Reflète les produits liés aux honoraires bruts tirés des primes souscrites qui n'ont pas été comptabilisés et qui sont attendus sur la durée de vie des polices connexes. <i>Précurseur des produits tirés des honoraires gagnés, qui peut aider à estimer la rentabilité future de la souscription avant impôt.</i>

Ces mesures d'exploitation sont des mesures de performance opérationnelle qui mettent en évidence les tendances de nos activités principales ou qui constituent les ratios qu'il convient d'utiliser pour évaluer la conformité aux normes du BSIF et à d'autres normes réglementaires. La Société est également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées utilisent ces mesures d'exploitation pour comparer la performance de la Société à celle d'autres sociétés dans le secteur de l'assurance spécialisée. La direction de la Société utilise également ces mesures d'exploitation pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle d'une période à l'autre, pour préparer les budgets d'exploitation annuels et pour déterminer les composantes de la rémunération de la direction. Ces mesures d'exploitation ne doivent pas être considérées comme les seuls indicateurs de notre performance et ne doivent pas être prises en compte de façon indépendante ou comme substitut de l'analyse de nos états financiers préparés conformément aux normes IFRS.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Nous présentons certaines informations financières au moyen de mesures financières non conformes aux normes IFRS. Les mesures financières non conformes aux normes IFRS n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés de notre secteur. La direction et les analystes financiers y ont recours pour évaluer notre performance.

En outre, ces mesures permettent aux utilisateurs de mieux comprendre nos résultats et les tendances connexes, en plus d'accroître la transparence et la clarté des résultats principaux de l'entreprise.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS

Tableau 10.1 – Charges d'exploitation excluant la rémunération fondée sur des actions – Mesure qui met en évidence la croissance des charges en excluant la volatilité découlant de l'augmentation de la rémunération fondée sur des actions en raison de la hausse du cours de nos actions, ce dernier élément étant généralement couvert au moyen d'instruments dérivés dont la variation compensatoire est reflétée dans les profits nets.

	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Charges d'exploitation figurant dans les états financiers	(21 957)	(14 037)	(77 709)	(57 560)
Moins : rémunération fondée sur des actions	1 942	745	10 224	7 469
Charges d'exploitation excluant la rémunération fondée sur des actions	(20 015)	(13 292)	(67 485)	(50 091)
Augmentation en pourcentage d'un exercice à l'autre – Charges d'exploitation	56,4 %		35,0 %	
Augmentation en pourcentage d'un exercice à l'autre – Charges d'exploitation excluant la rémunération fondée sur des actions	50,6 %		34,7 %	

Tableau 10.2.1 – Rapprochement du bénéfice net présenté et du bénéfice net ajusté – Représente le bénéfice net, ajusté pour tenir compte de certains éléments de manière à normaliser le bénéfice des activités principales afin de mieux refléter nos activités spécialisées en Amérique du Nord.

	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Bénéfice net (se reporter au tableau 3.1)	10 295	10 949	62 559	32 442
Ajustements				
Plus : incidence de la rémunération fondée sur des actions, se reporter au tableau 10.1	1 942	745	10 224	7 469
Plus : perte à la vente d'actifs d'assurance structurés ¹	–	–	1 336	–
Moins : profits nets, se reporter au tableau 3.1	(3 726)	(2 822)	(14 484)	(8 450)
Moins : perte nette liée aux rentes d'assurance-vie, se reporter au tableau 4.9	2 591	592	559	4 588
Moins : incidence des programmes de réassurance contre les catastrophes ²	2 158	–	2 158	–
Moins : incidence fiscale des éléments susmentionnés	(49)	575	474	352
Moins : ajustements liés à l'économie d'impôt sur le résultat	–	–	(936)	(3 127)
Bénéfice net ajusté	13 211	10 039	61 890	33 274

1. Le bénéfice net ajusté exclut l'élément notable suivant lié à la perte réalisée à la vente d'actifs d'assurance structurés – 2021 : 1 336. Ce montant a été comptabilisé dans le secteur Trisura International.

2. Se reporter à la rubrique 4, Revue des résultats – États-Unis.

Tableau 10.3 – Rapprochement des profits nets et des profits nets excluant les profits sur dérivés liés à la couverture – Reflète les profits et les pertes réalisés, et l'incidence du change sur le portefeuille de placements.

	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Profits nets, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers	3 726	2 822	14 484	8 450
Moins : profits sur dérivés liés à la couverture, selon le tableau 10.7.2	(1 531)	(565)	(9 381)	(2 285)
Profits nets excluant les profits sur dérivés, tels qu'ils sont présentés au tableau 5.1	2 195	2 257	5 103	6 165

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

Tableau 10.4.1 – Rapprochement de la moyenne des capitaux propres et de la moyenne des capitaux propres des 12 derniers mois – La moyenne des capitaux propres des 12 derniers mois est utilisée dans le calcul du RCP ajusté.

	T4 2021	T4 2020
Moyenne des capitaux propres¹	324 327	240 097
Ajustements : au prorata du nombre de jours par trimestre, mobilisation de capitaux propres – T2 2020	4 221	1 391
Moyenne des capitaux propres des 12 derniers mois, telle qu'elle est présentée dans le tableau 10.4	328 548	241 488

1. La moyenne des capitaux propres est calculée comme suit : somme du solde d'ouverture des capitaux propres et du solde de clôture des capitaux propres des 12 derniers mois, divisée par deux.

Ratios non conformes aux normes IFRS

Tableau 10.2 – Bénéfice par action ordinaire ajusté – Représente le BPA, ajusté pour tenir compte de certains éléments de manière à normaliser le bénéfice des activités principales afin de mieux refléter nos activités spécialisées en Amérique du Nord; une mesure de la rentabilité après impôt.

	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Bénéfice net ajusté ¹	13 211	10 039	61 890	33 274
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base (en milliers d'actions)	41 201	41 075	41 156	38 931
Bénéfice par action ordinaire ajusté – de base (en dollars)	0,32	0,24	1,50	0,85
Bénéfice net ajusté ¹	13 211	10 039	61 890	33 274
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en milliers d'actions)	42 278	41 897	42 076	39 570
Bénéfice par action ordinaire ajusté – dilué (en dollars)	0,31	0,24	1,47	0,84

1. Le bénéfice net ajusté, une composante du BPA ajusté, est une mesure financière non conforme aux normes IFRS (se reporter au tableau 10.2.1 pour plus de détails).

Tableau 10.4 – RCP et RCP ajusté – Mesures de l'utilisation des capitaux propres par la Société.

	T4 2021	T4 2020
Bénéfice net des 12 derniers mois	62 559	32 442
Moyenne des capitaux propres des 12 derniers mois ¹	328 548	241 488
RCP²	19,0 %	13,4 %
Bénéfice net ajusté des 12 derniers mois ³	61 890	33 274
Moyenne des capitaux propres des 12 derniers mois ¹	328 548	241 488
RCP ajusté⁴	18,8 %	13,8 %

1. La moyenne des capitaux propres des 12 derniers mois, une composante du RCP et du RCP ajusté, est une mesure financière non conforme aux normes IFRS (se reporter au tableau 10.4.1 pour plus de détails).

2. Le RCP est une mesure financière supplémentaire.

3. Le bénéfice net ajusté, une composante du RCP ajusté, est une mesure financière non conforme aux normes IFRS (se reporter au tableau 10.2.1 pour plus de détails).

4. Le RCP ajusté est un ratio non conforme aux normes IFRS.

Toutes les mesures financières supplémentaires dans le présent rapport de gestion sont signalées au moyen d'une note. Leur composition respective est expliquée dans une note ou à la rubrique 10, Mesures d'exploitation.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

Informations complémentaires

Trisura États-Unis

Tableau 10.5.1 – Rapprochement de la note 24, Information sectorielle, des états financiers consolidés de la Société et des résultats incluant les ajustements au titre des cessions intersociétés (selon le tableau 4.7 du rapport de gestion)

	Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021			Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021		
	Note 24 des états financiers ¹	Écritures d'élimination ²	Tableau 4.7 du rapport de gestion ³	Note 24 des états financiers ¹	Écritures d'élimination ²	Tableau 4.7 du rapport de gestion ³
Primes nettes souscrites	26 184	5 726	31 910	65 479	21 708	87 187
Primes nettes acquises	11 429	5 405	16 834	36 402	18 268	54 670
Honoraires	12 234	(304)	11 930	44 082	(1 047)	43 035
Revenu de souscription net	23 663	5 101	28 764	80 484	17 221	97 705
Bénéfice de souscription net	5 602	443	6 045	24 948	1 682	26 630
Bénéfice net	6 374	443	6 817	25 472	1 682	27 154

1. Résultats financiers des activités américaines, tels qu'ils sont présentés à la note 24, Information sectorielle.

2. Écritures d'élimination reflétant les cessions intersociétés entre les activités américaines, les activités canadiennes et les activités de réassurance.

3. Résultats financiers des activités américaines, tels qu'ils sont présentés dans le tableau 4.7 du rapport de gestion.

Tableau 10.5.2

	Pour le trimestre clos le 31 décembre 2020			Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020		
	Note 24 des états financiers ¹	Écritures d'élimination ²	Tableau 4.7 du rapport de gestion ³	Note 24 des états financiers ¹	Écritures d'élimination ²	Tableau 4.7 du rapport de gestion ³
Primes nettes souscrites	13 151	4 454	17 605	30 922	12 993	43 915
Primes nettes acquises	7 067	2 824	9 891	21 244	5 782	27 026
Honoraires	8 613	(164)	8 449	24 692	(317)	24 375
Revenu de souscription net	15 680	2 660	18 340	45 936	5 465	51 401
Bénéfice de souscription net	5 611	168	5 779	14 612	501	15 113
Bénéfice net	5 542	168	5 710	15 881	501	16 382

1. Résultats financiers des activités américaines, tels qu'ils sont présentés à la note 24, Information sectorielle.

2. Écritures d'élimination reflétant les cessions intersociétés entre les activités américaines, les activités canadiennes et les activités de réassurance.

3. Résultats financiers des activités américaines, tels qu'ils sont présentés dans le tableau 4.7 du rapport de gestion.

Réassurance

Tableau 10.6.1 – Rapprochement de la note 24, Information sectorielle, des états financiers consolidés de la Société et du tableau 4.9, sous Réassurance, à la rubrique 4

	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Perte nette de Trisura International, telle qu'elle est présentée à la note 24	(2 695)	(1 174)	(2 376)	(6 218)
Moins : bénéfice net de la réassurance prise en charge par les activités de façade aux États-Unis, selon les tableaux 10.5.1 et 10.5.2	(443)	(168)	(1 682)	(501)
Perte nette liée aux contrats de réassurance existants, telle qu'elle est présentée dans le tableau 4.9	(3 138)	(1 342)	(4 058)	(6 719)

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

Siège social

Tableau 10.7.1 – Rapprochement de la note 24, Information sectorielle, et du tableau 4.10, sous Siège social, à la rubrique 4

	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Charges nettes du siège social, telles qu'elles sont présentées à la note 24	(1 922)	(984)	(10 439)	(8 577)
Moins : ajustement de consolidation	(303)	–	(1 046)	(1)
Plus : profits sur dérivés liés à la couverture ¹	1 531	564	9 381	2 285
Charges nettes du siège social, telles qu'elles sont présentées dans le tableau 4.10	(694)	(420)	(2 104)	(6 293)

1. Les profits sur dérivés liés à la couverture sont présentés au poste Profits nets des états financiers consolidés.

Tableau 10.7.2 – Rapprochement de la rémunération fondée sur des actions, compte non tenu de la couverture, et de la rémunération fondée sur des actions, compte tenu de la couverture

	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Rémunération fondée sur des actions, compte non tenu de la couverture ¹	(1 942)	(744)	(10 224)	(7 469)
Plus : profits sur dérivés liés à la couverture ²	1 531	564	9 381	2 285
Rémunération fondée sur des actions, compte tenu de la couverture, selon le tableau 4.10	(411)	(180)	(843)	(5 184)

1. Incluse dans les charges nettes du siège social à la note 24 des états financiers.

2. Les profits sur dérivés liés à la couverture sont présentés au poste Profits nets des états financiers consolidés.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient de l'« information prospective » au sens prescrit par les lois sur les valeurs mobilières des provinces canadiennes et des « déclarations prospectives » au sens de la réglementation canadienne applicable en matière de valeurs mobilières. Les déclarations prospectives comprennent des déclarations qui sont de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des déclarations pouvant porter sur les activités, les affaires, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les occasions, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société et de ses filiales, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir, et comprennent des termes tels que « s'attendre à », « probable », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Bien que nous soyons d'avis que nos résultats, notre performance et nos réalisations futurs énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance induite à l'information et aux déclarations prospectives, puisque celles-ci comportent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus et inconnus, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté, qui pourraient faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent significativement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou indiqués implicitement dans les déclarations prospectives sont notamment les suivants : l'évolution de la situation liée à la COVID-19, y compris les répercussions de la COVID-19 sur l'économie et sur les marchés des capitaux mondiaux, l'incidence, ou l'incidence imprévue, de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés des pays dans lesquels nous exerçons nos activités; le comportement des marchés des capitaux, notamment les fluctuations des taux d'intérêt et de change; les marchés boursiers et financiers mondiaux et la disponibilité du financement et du refinancement par emprunt et par actions au sein de ces marchés; les mesures stratégiques, notamment les cessions; la capacité de réaliser et d'intégrer de façon efficace les acquisitions à nos activités existantes et la capacité d'enregistrer les bénéfices prévus; les changements de conventions et de méthodes comptables utilisées pour présenter la situation financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques); la capacité à gérer de façon appropriée le capital humain; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; la concurrence; les risques liés à l'exploitation et à la réputation; les changements liés aux technologies; les changements liés à la réglementation gouvernementale et à la législation dans les pays où nous exerçons nos activités; les enquêtes gouvernementales; les litiges; les modifications des lois fiscales; les modifications des exigences en matière de capital; les modifications des ententes de réassurance; la capacité de recouvrer les montants dus; les événements catastrophiques, par exemple, les tremblements de terre, les ouragans et les pandémies; les répercussions possibles des conflits internationaux ou d'autres événements, notamment des actes de terrorisme et de cyberterrorisme; et les autres risques et facteurs décrits de façon détaillée à l'occasion dans les documents que nous déposons auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, la Société ne s'engage nullement à publier une mise à jour de cette information et de ces déclarations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

TRISURA GROUP LTD.

Rapport de gestion pour l'exercice clos en 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et en cas d'indication contraire)

GLOSSAIRE DES ABRÉVIATIONS

Abréviation	Description
BPA	Bénéfice dilué par action
PBS	Primes brutes souscrites
TCM	Test du capital minimal
s.o.	Sans objet
n.s.	Non significatif
PNA	Primes nettes acquises
PNS	Primes nettes souscrites
p.p.	Points de pourcentage
T1, T2, T3, T4	Trimestres clos le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre, respectivement
Cumul depuis le début de l'exercice du T2	Semestre clos le 30 juin
Cumul depuis le début de l'exercice du T3	Période de neuf mois close le 30 septembre
Cumul depuis le début de l'exercice du T4	Période de 12 mois close le 31 décembre
RCP	Rendement des capitaux propres au cours des 12 derniers mois
UAR	Unités d'actions restreintes réglées en instruments de capitaux propres
\$ US	Dollar américain